



Ekonomická  
fakulta  
Faculty  
of Economics

Jihočeská univerzita  
v Českých Budějovicích  
University of South Bohemia  
in České Budějovice

University of South Bohemia in České Budějovice

Faculty of Economics

Department of Regional Management

Master thesis

**Immigration : un défi et un projet européen**

**Immigration: a challenge and a European project**

Author: Lucie Štěpánková

Tutor of master thesis: prof. Dr. Doris Fetscher

České Budějovice 2018

Original or copy of the first page of assignment

Original or copy of the second page of assignment

## **Statement**

I hereby declare that, in accordance with Article 47b of Act No. 111/1998 Coll. in the valid wording, I agree with the publication of my master thesis, in full form to be kept in the Faculty of Economics archive, in electronic form in publicly accessible part of the IS STAG database operated by the University of South Bohemia in České Budějovice accessible through its web pages. Further, I agree to the electronic publication of the comments of my supervisor and thesis opponents and the record of the proceedings and results of the thesis defence in accordance with aforementioned Act No. 111/1998 Coll. I also agree to the comparison of the text of my thesis with the Theses.cz thesis database operated by the National Registry of University Theses and a plagiarism detection system.

České Budějovice, 15/08/2018

.....

## **Remerciements**

Ce travail était réalisé grâce à deux personnes à qui je voudrais témoigner toute ma reconnaissance.

Je voudrais tout d'abord adresser ma gratitude à la directrice de cette thèse, Mme. Doris Fetscher, pour sa patience et disponibilité. Je lui voudrais surtout remercier pour des conseils lors des périodes difficiles de recherche des données pour la partie empirique et pour avoir contribué à alimenter ma réflexion. J'étais capable de mener à bien ce travail en dépit de la grande distance grâce à sa volonté de communiquer à distance.

Je désire également de remercier M. Kamil Pícha pour avoir négocié et organisé ce programme d'études trinational pour les étudiants tchèques.

# Sommaire

Sommaire .....	1
1 INTRODUCTION .....	3
2 APERCU DE LA LITTERATURE .....	4
2.1 Migration en générale .....	4
2.1.1 Classification des personnes en situation de migration .....	4
2.1.2 Opinions sur la migration.....	5
2.1.3 Aperçu éthique .....	9
2.2 La présente « crise » migratoire.....	11
2.2.1 Une vague migratoire comme des autres .....	11
2.2.2 Des spécificités marquantes .....	12
2.2.3 Une crise de l'Union européenne.....	13
2.3 Gestion au niveau européen .....	14
2.3.1 European Agenda on Migration.....	15
2.4 Déclaration UE-Turquie.....	17
2.4.1 Histoire.....	18
2.4.2 EU Facility for Refugees in Turkey.....	25
2.4.3 Développement récent .....	27
3 METHODES .....	28
3.1 Critères de recherche et d'analyse .....	28
3.2 Sources .....	29
3.2.1 République Tchèque .....	30
3.2.2 France.....	30
3.2.3 Turquie .....	31
4 RESULTATS .....	32

4.1 Sources une par une .....	32
4.1.1 Lidové Noviny .....	32
4.1.2 Hospodářské noviny.....	33
4.1.3 Blesk .....	34
4.1.4 Le Figaro.....	34
4.1.5 Le Monde .....	35
4.1.6 Paris Match .....	36
4.1.7 Daily Sabah.....	36
4.1.8 Aujourd'hui la Turquie .....	37
4.2 Comparaison des sources .....	37
4.3 Comparaison internationale .....	41
4.3.1 Critère de nationalité.....	41
4.3.2 Critère d'appartenance politique.....	42
5 DISCUSSION .....	44
6 RECOMMANDATIONS .....	47
6.1 Suggestions pour les lecteurs .....	47
6.2 Etudes suggérées .....	47
7 CONCLUSIONS.....	49
8 RESUME .....	51
9 BIBLIOGRAPHIE .....	52
10 LISTE DES ABBREVIATIONS ET SIGLES.....	56
11 LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES.....	57

# 1 INTRODUCTION

Dans ce travail je parlerai de la présente vague migratoire et comment l'Union européenne gère la situation. J'expliquerai tout d'abord les différents arguments pro- et contre-migration et détaillerai l'Agenda européen relative à la migration. Ensuite, je me concentrerai notamment sur la problématique de la Déclaration UE-Turquie de 2016.

In this study, I will speak about the present migration wave and how the European Union is managing the situation. Firstly, I will explain different arguments pro- and contra migration and detail the European Agenda on Migration. Then, I will concentrate on the issue of EU-Turkey Statement from 2016.

**Objectifs :** L'objectif de cette étude est de montrer la problématique de la gestion de la « crise migratoire » que nous sommes en train de vivre et aider le lecteur de pouvoir se former une opinion sur ce thème. Cela sera facilité par une analyse de médias en ligne.

**Objectifs:** The aim of the thesis is to show the topic of management of the “migration crisis” that we are now experiencing and help the reader to form his or her opinion on the subject. This goal will be achieved by analysis of online media.

**Hypothèses :** Ma première hypothèse est que le sommet de Varna, comme le dernier développement vu dans des relations de l'Union européenne et la Turquie relative à la Déclaration UE-Turquie, sera discuté en détail dans des médias.

Ma deuxième hypothèse veut dévoiler que les pays choisis utilisent différents tons et façons de présenter la problématique de la « crise des réfugiés », de la Déclaration et du sommet. Il y aurait très probablement des différences aux niveau international. D'autres seront probablement aussi marquantes au niveau national à cause du choix des journaux politiquement opposés pour l'objet de l'étude.

**Hypothesis:** My first hypothesis is that the Summit in Varna, being the latest development of EU-Turkey relations about migration issues, will be covered in the media.

By my second hypothesis, I want to show that different countries use different tones and ways to cover the subject of the “refugee crisis”, the EU-Turkey Statement and the summit. There will most probably be some differences on the international level. Other ones should be also seen at national level because of the choice of politically opposed newspapers for the study.



## 2 APERÇU DE LA LITTÉRATURE

### 2.1 Migration en générale

Dans ce chapitre d'ouverture, je présenterai la classification des personnes en situation de migration d'après des sources de droit international. Ensuite, j'exposerai des différents points de vue sur la problématique de la migration et ses conséquences et risques notamment du point de vue de l'Union européenne. Le tout suivis par un aperçu éthique.

#### 2.1.1 Classification des personnes en situation de migration

Chaque statut légal comprend différents droits et obligations et pour le pays d'accueil et pour la personne en situation de migration. Le critère principal que j'utiliserai tout au long de ce travail est la raison pour laquelle la personne a quitté son propre pays et est venue dans le pays d'accueil. Deux cas peuvent être observés :

- La migration volontaire pour des raisons économiques, personnelles (tel que les études ou les stages) ou familiales, elle donne le statut d'un migrant. Aucune définition légale est donnée pour le terme « migrant », toutefois la définition proposée par l'ONU est internationalement reconnue :

« [un migrant est] toute personne qui a résidé dans un pays étranger pendant plus d'une année, quelles que soient les causes, volontaires ou involontaires, du mouvement, et quels que soient les moyens, réguliers ou irréguliers, utilisés pour migrer » (Refugee migrant definitions, 2018).

Toutes fois, les raisons touristiques, un voyage d'affaires ou un pèlerinage ne sont pas considéré comme des raisons de migration, même si la durée de séjour dépasse trois mois.

- La migration involontaire, notamment pour des raisons politiques et de persécution et/ou de menace à vie dans leur pays d'origine, donne le statut d'un réfugié ; le réfugié est une sous-catégorie des migrants bien spécifique. D'après la Convention de Genève, les réfugiés exigent une protection internationale et doivent juridiquement recevoir ce statut : « [un réfugié est toute personne] qui a été considérée comme réfugiée par [énumération de conventions] » (Convention de Genève, 1951, p. 16).

Les raisons de persécution dans leur pays d'origine peuvent être divers :

« [un réfugié est toute personne qui] craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays » (Convention de Genève, 1951, p. 16).

Un deuxième critère à mentionner est la légalité de migration. L'Organisation internationale pour les migrations distingue entre des migrants en situation régulière, qui entrent ou restent dans le pays d'accueil conformément aux droits applicables, et les migrants en situation irrégulière, c'est-à-dire qui viennent dans le pays d'accueil sans avoir les documents nécessaires et/ou qui restent dans le pays au-delà de la validité de tels documents (Termes clés de la migration, 2018). Les deux catégories sont souvent appelées la migration légale et illégale.

## **2.1.2 Opinions sur la migration**

Des opinions sur la migration sont variées : de la migration qui peut résoudre tous les problèmes économiques et démographiques à la migration qui détruira la construction et culture du pays d'accueil. Hélas, je suis persuadée que le monde n'est que blanc et noir, toute idée sur la migration d'un individu contient des arguments positives et négatives à la fois ; la vérité se trouve très probablement quelque part au milieu. Il faut aussi prendre en considération le point de vue des personnes qui migrent, des habitants du pays d'origine et des habitants du pays d'accueil. Chacun aura une opinion différente et la migration lui apportera des avantages et des désavantages différentes.

Dans cette partie, j'exposerai les principaux arguments favorables et défavorables vis-à-vis la migration, notamment à l'égard de l'Union européenne. Je suis bien consciente que la problématique est beaucoup trop vaste pour être complètement expliquée dans ce travail, je voudrais tout simplement illustrer la complexité du débat sur la migration.

### **2.1.2.1 Aperçu économique**

De point de vue de certains économistes, nous pouvons parler de plusieurs désavantages de la migration. Le cliché cité par Milan Palát, chercheur dans le domaine des études territoriales à l'université Mendel à Brno, est que les migrants occupent des postes qui devraient appartenir aux autochtones, ce qui provoque une hausse de chômage. Or les

migrant occupent souvent des postes que les autochtones ne veulent pas occuper, des postes à qualification base, et donc au contraire aide à établir un marché du travail plus équilibré (Palát, 2013, pp. 25-29).

Or, étudiant des statistiques des dernières années, il a constaté que de plus en plus de migrant qualifiés viennent dans l'Union européenne. Je pense que ce développement peut s'expliquer par le nombre croissant de réfugiés qualifiés. Paul Collier, économiste et professeur d'économie à université d'Oxford en Angleterre a dit dans son livre sur comment la migration change le monde :

« L'Exodus passé des travailleurs qualifiés aura des conséquences non seulement sur le montant des salaires qui restent dans le pays d'origine, mais aussi sur la capacité de l'économie à innover et adapter des nouvelles technologies. Les pays les plus pauvres ont besoin de rattraper le niveau mondial, mais l'émigration les prive justement de personnes qui l'auraient assuré.<sup>1</sup> »

(Collier, 2017, pp. 172-173)

J'en tire que la migration peut provoquer une fuite de cerveaux dans la direction des pays d'origine des migrant vers les pays riches, dont l'Union européenne. Il reste à voir dans quelques ans, comment ce tournement affectera le marché du travail et dans l'Union européenne et dans des pays d'origine des migrants

Le dernier point que je voudrais mentionner est l'impact sur la croissance dans des pays d'accueil. D'un côté Milan Palát explique que « le simple fait que le migrant vient dans un pays, consomme des produits ou achète des services, a un impact positive sur les caractéristiques de la performance économique<sup>2</sup> » (Palát, 2015, p. 44), et donc assure la croissance du PIB. Le problème c'est que le PIB/habitant reste le même, car la population a augmenté et la loi économique de rendements décroissants entre en jeu, comme explique Martin Slaný, directeur des études économique dans l'Institute de Vaclav Klaus à Prague (Slaný, 2016, p. 50). De l'autre côté, les migrant peuvent décider d'envoyer la majorité de leurs salaires à leurs familles dans leur pays d'origine, Paul Collier déclare que : « Il existent de nombreuses preuves d'un tel comportement, un

---

<sup>1</sup> „Dřívější exodus kvalifikovaných sil se dále projeví nejen ve výši mezd lidí, kteří zůstali doma, ale také v kapacitě ekonomiky inovovat a adaptovat nové technologie. Nejchudší země potřebují dohnat svět, ale emigrace je připravuje právě o takové lidi, kteří by to umožnili.“ (Collier, 2017, pp. 172-173)

<sup>2</sup> „Už jen fakt, že migrant přijde do země, spotřebovává zde výrobky či nakupuje služby, se pozitivně projevuje na charakteristikách výkonu ekonomiky.“ (Palát, 2015, p. 44)

migrant typique [aux Etats-Unis] envoie environ 1000 dollar par an.<sup>3</sup> » (Collier, 2017, p. 131), alors c'est le pays d'origine qui profitent de la croissance.

### **2.1.2.2 Aperçu sociologique**

De point de vue des sociologues, la migration pose plusieurs problèmes notamment au niveau de l'intégration dans la société du pays d'accueil. Comme expliquent Miroslava Rákoczyová et Hana Pořízková dans le livre sur l'intégration sociale des migrants en République Tchèque, des sociétés des pays d'accueil souvent obligent des migrant à s'intégrer à tous les niveaux, c'est-à-dire linguistiquement, culturellement et respectant des principes, institutions et normes, tout en respectant leur droit à la différence (Rákoczyová & Pořízková, 2009, pp. 23-34). Personnellement, je me demande qui est qui décide jusqu'à où va ce respect de la différence et où commence l'oppression.

Deuxièmement, j'ai pu observer à plusieurs reprises que les migrants – comme toutes les personnes ayant une culture commune – sont susceptibles d'établir des territoires où ils pourraient parler la même langue et pratiquer la même culture que tous les autres habitants. Ces communes peuvent aider les migrants qui viennent dans des années après leur arrivée et/ou leur familles à immigrer et s'intégrer plus vite dans la société d'accueil. D'après Paul Collier, ils servent aussi comme un catalyseur de migration à venir (Collier, 2017, pp. 142-145). Cependant, d'après Tomáš Břicháček, juriste dans le domaine du droit européen auprès du Ministère de la Justice en République Tchèque, certains migrants peuvent se sentir à l'écart de la société, comme enfermés, pour des raisons variées tel que la crise d'identité ou leur situation économique ils peuvent commettre des crimes ou des actes de terrorisme (Břicháček, 2016, pp. 28-38).

Dernièrement, Paul Collier explique que des migrants des pays plus développés ou avec un niveau d'éducation plus élevé sont en générale plus bienvenus que des migrants des pays moins développés et/ou émergents et des réfugiés car ils ont des moyens pour financer leur migration (Collier, 2017, pp. 133-148). Je présume que les migrants volontaires ont en générale plus de volonté à s'adapter et s'intégrer dans la société du pays d'accueil, en revanche les réfugiés n'ont souvent pas de choix quant à décision de migrer et ils ne veulent pas abandonner leur culture et leur style de vie. En cas des migrants qui viennent des pays plus développés, il est aussi plus probable qu'ils ont des moyens nécessaires pour déménager et vivre dans le pays d'accueil sans être dépendent

---

<sup>3</sup> „Pro takové jednání je i mnoho důkazů, typický migrant posílá domů okolo 1000 dolarů ročně.“ (Collier, 2017, p. 131)

du système de sécurité sociale. De plus, la mondialisation est plus visible dans des pays plus développés, pour cette raison les habitants de ces pays sont en générale plus ouverts aux autres cultures et donc des sentiments anti-migratoires sont moins présents et visibles.

### 2.1.2.3 Aperçu démographie

Regardant des statistiques (Eurostat, 2018), la population de l'Union Européenne diminue et vieillit, les femmes ont leur premier enfant à un âge plus avancé qu'il y a un siècle et de ce fait, elles ont moins d'enfants au totale. De plus, l'espérance de vie augmente ce qui cause le vieillissement de la population. Patrick Buchanan, un écrivain conservateur américain, prévient :

« De même que, pour un temps très long, la croissance de la population était un signe des sociétés saines et de montée des civilisations, la décroissance était le signe du déclin. Si cela est vrai, la civilisation occidentale, ne prenant pas en compte son pouvoir et sa richesse, se retrouve dans un état critique. Car le peuple occidental [...] est en train de disparaître.<sup>4</sup> » (Buchanan, 2012, p. 27)

Les uns argumentent, comme Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, que le peuple européen est en voie d'extinction et la seule solution de cette crise serait une immigration massive (Juncker, 2014, p. 2). D'autres, comme Hana Lipovská, chercheuse dans le domaine d'économie à l'université de Masaryk à Brno, avertissent contre cette proposition : « Les supporteurs de ce mythe démographique ne prennent pas conscience – ou ne veulent pas prendre conscience – que la contribution de la vague migratoire ne résout pas le problème du système de retraites et le vieillissement de la population, il les seulement repousse à plus tard.<sup>5</sup> » (Lipovská, 2016, p. 57).

### 2.1.2.4 Aperçu politique

Selon Tomáš Břicháček, les migrants, et des réfugiés en particulier, menacent la conformité de l'Espace Schengen. Si les population locales peuvent traverser des frontières internes sans problèmes et contrôles, les migrants le peuvent eux-aussi, car les

---

<sup>4</sup> „Stejně jako byl po dlouhou dobu růst počtu obyvatel známkou zdravých národů a vzestupu civilizací, snížení počtu obyvatel bylo znamením úpadku. Je-li toto pravda, potom se západní civilizace, odhlédneme-li od její moci a bohatství, ocitá v kritickém stavu. Neboť západní lid se [...] začíná vytrácet.“ (Buchanan, 2012, p. 27)

<sup>5</sup> „Zastánci demografického mýtu si však neuvědomují – nebo nechtějí uvědomit – že demografický přínos migrační problém důchodového systému a stárnutí populace neřeší, nýbrž pouze odkládá.“ (Lipovská, 2016, p. 57)

contrôles ne sont pas suffisantes et elles sont que peu efficaces pour dévoiler des citoyens potentiellement problématiques. La souveraineté des Etats nationaux est mise en question (Břicháček, 2016, pp. 12-16). D'après Filip Šebesta, chercheur pour l'Institute de Vaclav Klaus, notamment parce que les migrants apporter leur croyances et habitudes politiques et culturelles dans le pays d'accueil. Je croie que cela pourrait troubler la souveraineté et la cohésion politique et territoriale du pays d'accueil dans les années à venir, à condition que les minorités des migrants se regroupent et deviennent des majorités dans certaines régions. Ce développement dévoile une crise de sécurité et peut mener à une augmentation drastique de préjugés anti-migratoires et sentiments d'être menacés auprès de la population locale. Comme nous avons pu observer dans les médias, ils peuvent mener jusqu'à des actes de violence ou des actes criminels.

Milan Palát expose un cliché cité par des politiciens, celui de la menace au système de sécurité sociale : « L'idée principale est que les migrant, surtout ceux des pays pauvres, pourraient considérer de vivre seulement des allocations assez élevées, en contraste avec la société locale pour laquelle ces allocations ne seraient pas suffisantes<sup>6</sup>. » (Palát, 2015, p. 40). Il ajoute toute suite que « les migrants arrivent dans le pays d'accueil le plus souvent pour des raisons économiques et veulent améliorer leur situation économique, ce qu'ils peuvent accomplir seulement en travaillant<sup>7</sup> » (Palát, 2015, p. 40). Cependant, je pense que la situation peut varier pour des migrants économiques et des réfugiés qui sont, au moins pendant leurs premiers mois, voire années, dans le pays dépendant de l'aide du pays d'accueil.

### 2.1.3 Aperçu éthique

Selon la Déclaration universelle des droits de l'homme, toute personne a le droit de migrer librement et en cas de danger de persécution chercher la protection internationale :

« Article 13

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir s résidence à l'intérieur d'un Etat.

---

<sup>6</sup> „Základní myšlenka je, že někteří migranti, zvláště ti přicházející z chudých zemí, by mohli považovat za dostatečné žít z relativně vysokých sociálních dávek, na rozdíl od domácí populace, pro kterou by prostředky získané ze sociálních dávek byly nedostatečné.“ (Palát, 2015, p. 40)

<sup>7</sup> „migranti do cílové země přicházejí nejčastěji z ekonomických důvodů a chtějí tedy zlepšit svoji ekonomickou situaci, což se jim může podařit, jen pokud budou pracovat.“ (Palát, 2015, p. 40)

2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. »

#### Article 14

1. Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays. »

(Déclaration universelle des droits de l'homme, 1948)

Aucune convention ne traite la problématique de migrations économiques – à part la législation relative aux visas et permis de séjour –, cela n'est pas le cas des migrations pour des raisons politiques et de survie, les droits des réfugiés sont décrits dans une multitude de conventions internationalement reconnues telles que la Déclaration universelle des droits de l'homme ou la Convention de Genève.

Daniel Deyl, rédacteur en chef de l'hebdomadaire économique Euro, voit un dilemme que l'Europe, et les pays développés en générale, doivent faire face à, choisir la solidarité ou tourner le dos aux migrants et ne pas changer : « D'un côté, il y a l'impulse de base de soulager la terrible souffrance des êtres-humains. [...] De l'autre côté, [...] Donc l'Europe soit admet elle-même un changement rapide et radical de son attitude libérale envers la migration, soit serait forcé à un changement rapide et radical de sa composition ethnique [...] »<sup>8</sup> (Deyl, 2016, pp. 212-213). Je proposerais une troisième option : accepter des migrants et essayer de diminuer des flux migratoires par l'aide à l'étranger et l'aide humanitaire aux pays moins développés avec le but de combattre la pauvreté ou amélioration du système politique. Or ces aides peuvent causer par la suite une fuite des travailleurs qualifiés vers des pays qui ont offert d'aider et causer l'aggravation de la pauvreté dans le monde.

Une problématique souvent critiquée par des organisations d'aide humanitaire vis-à-vis de l'Union européenne est la directive 2001/51/CE (Directive 2001/51/CE, 2001). Elle traite l'entrée des migrants, réguliers et irréguliers, sur le territoire de l'espace Schengen. Les transporteurs auront à payer une amende et les frais de répartition s'il transporte une personne sur le territoire d'espace Schengen sans que la personne ait des documents légaux exigés pour y entrer. Une exception est posée pour le cas des réfugiés : le transporteur ne doit pas payer si le réfugié se voit accorder l'asile une fois il touche le

---

<sup>8</sup> „Na jedné straně je tu základní impuls ulevit strašlivému lidskému utrpení. [...] Na druhé straně [...] Evropa tedy buď sama připustí rychlou a zásadní změnu svého liberálního postoje vůči migraci, nebo bude přinucena k rychlé a zásadní změně svého etnického složení [...]“ (Deyl, 2016, pp. 212-213)

sol dans le pays d'accueil. Or, comme met en évidence un article publié en ligne par Human Rights Watch<sup>9</sup>, les transporteurs, notamment des compagnies aériennes, ne veulent pas prendre de risques que les personnes qu'elles transportent ne recevront pas le droit d'asile et elles ne laissent pas des réfugiés monter dans l'avion. Pour cette raison, les réfugiés sont obligés à payer des sommes exorbitantes et risquer leurs vies dans des mains des passeurs (Human Rights Watch, 2016).

## **2.2 La présente « crise » migratoire**

Pendant les dernières années, nous entendons partout que la « crise migratoire » que nous sommes en train de vivre est extraordinaire. Il y a des arguments qui soutiennent cette opinion, mais il faut avoir en tête qu'il s'agit juste d'une nouvelle vague de migration, comme toute les autres qui avaient lieu tout au long de l'Histoire du continent européen, même si certaines circonstances sont particulières.

Je n'appellerais pas la présente vague de migration une « crise ». Le problème est avant tout que les vagues migratoires que nous connaissons de l'histoire étaient soit économiques soit politiques à la fois, cependant cette vague consiste de ces deux éléments et des migrants viennent d'autres continents, d'une culture très différente. Un autre facteur qui est discuté par Marek Loužek, professeur à la faculté de sociologie à l'université Charles à Prague, est que l'Europe n'est pas habituée à recevoir des migrants. « Pendant deux siècles, l'Europe « exportait » des émigrants et « n'emportait pas » des immigrants<sup>10</sup> » (Loužek, 2016, p. 178). L'état de préparation et la réaction de l'Union européenne à ce changement de la situation peuvent être discutés.

### **2.2.1 Une vague migratoire comme des autres**

Tout d'abord, je dois constater que grâce à la mondialisation et des conditions techniques qui changent de jour à l'autre, la migration est devenue omniprésente. Comme observé pendant des siècles, les flux migratoires sont observés notamment dans la direction des pays plus pauvres et/ou avec un régime politique plus strict vers des pays plus riches et/ou avec un régime politique moins strict. L'Europe a connu plusieurs vagues migratoires dans son histoire, la présente vague n'est pas une nouveauté. Pendant les décennies les plus récentes, l'Europe a connu des vagues de migrations économiques,

---

<sup>9</sup> Organisation de défense des droits de l'homme

<sup>10</sup> „Po celá dvě století Evropa „vyvážela“ emigranty a „nedovážela“ imigranty“ (Loužek, 2016, p. 178)



notamment tout au long du processus d'élargissement de l'Union européenne, et des crises quand elle était débordée par des demandes d'asile, ce qui était le cas par exemple pendant des guerres d'indépendance en Yougoslavie ou l'arrivée des réfugiés des pays du Proche-Orient ravagés par des guerres civiles.

## 2.2.2 Des spécificités marquantes

Nous pouvons cependant constater que la présente vague migratoire se distingue des vagues précédentes. Martin Slaný la décrit comme concentrée en ce qui concerne l'horizon temporel et motivée principalement par des facteurs sociaux ; de plus, elle est peu coordonnée et peu sélective (Slaný, 2016, pp. 35-36). Filip Šebesta dévoile une autre différence : « [Après-guerre] les migrants étaient invités en Europe en tant que *gastarbeiters*<sup>11</sup> [...] la migration était motivée par la demande de la main d'œuvre, aujourd'hui, dans une situation du chômage assez élevée dans beaucoup de pays européens, nous ne pouvons plus parler de ce facteur.<sup>12</sup> » (Šebesta, 2016, p. 70).

Alžběta Kahounová explique dans sa thèse de master, qu'en cas de réfugiés, pendant la procédure de demande d'asile (après la mise en place du système de Dublin dont je parlerai plus tard), ils doivent se voir proposé des conditions de vie adéquates et respectant les droits humains, en cas de mécontentement, ils peuvent demander un changement de pays complétant leur demande d'asile (Kahounová, 2013, p. 36). Ces demandes ne cessent pas de se multiplier, ce qui met pressions sur les systèmes juridiques et l'Union européenne en générale.

La dernière spécificité que je voudrais mentionner est le nombre de réfugiés qui viennent en Europe. Une fois le statut légal de réfugié obtenu, ils se voient accorder des droits supplémentaires, notamment celui de protection internationale et de non expulsion du territoire. Or s'ils sont venus par des canaux d'immigration illégaux, il y a peu que le pays d'accueil peut faire pour arrêter ce flux de migration, car il est obligé par des conventions internationales – basées sur l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (Déclaration universelle des droits de l'homme, 1948) – à accepter la demande d'asile et mener la procédure.

---

<sup>11</sup> Travailleurs immigrés

<sup>12</sup> „[V poválečných letech] byli migranti do Evropy zváni, [...] imigrace byla tedy tažená poptávkou po pracovní síle, dnes, v situaci relativně vysoké míry nezaměstnanosti v řadě evropských států, o tomto faktoru mluvit nelze.“ (Šebesta, 2016, p. 70)

### 2.2.3 Une crise de l'Union européenne

La « crise migratoire » a dévoilé de graves problèmes dans la politique de l'Union européenne et ses institutions et principes. Tout d'abord le problème dans l'institut de libre circulation des personnes qui ne traite pas la problématique des « personnes non-européennes » ; citant Tomáš Břicháček : « sans l'Espace Schengen, la crise ne serait jamais le problème commun de toute l'Union européenne<sup>13</sup> » (Břicháček, 2016, p. 53). Une fois des personnes franchissent des frontières externes de l'Union européenne, il est légalement et physiquement difficile de les expulser. Ce développement met sous pression des marchés du travail dans des pays membres et aussi leurs systèmes sociaux, car, selon Marek Loužek, l'intégration des migrants est plus ou moins compliquée et coûteuse (Loužek, 2016, p. 181). La législation qui harmoniserait la libre circulation des personnes et la problématique des migrants et des réfugiés est à développer.

Ensuite, un argument bien expliqué par Tomáš Břicháček, la migration représente un problème pour la démocratie et le système de décision, le centralisme de l'Union européenne est mis en question. Les Etats membres ont cédé certaines de leurs compétences à l'Union européenne et commencent à voir que maintenant des conséquences. La question de migration est décidée au niveau européen et il y a des pays qui compliquent et ralentissent la prise des décisions clés à cause de leur mécontentement et désaccord ; ils sont perdus part de leur souveraineté d'Etats-nations (Břicháček, 2016, pp. 82-85). Prendre une décision à deux est plus difficile et coûteux en temps que décider tout seul, dans cette perspective, prendre une décision à 28 ou à 27 l'est davantage. Cela a pour conséquence une réponse tardive et non effective en cas de crise, ce fait est souvent pris comme argument par des partis eurosceptiques.

En lien avec le système de la prise de décision, Alžběta Kahounová a aussi observé des manquements dans la législation relative à la politique d'asile. Chaque pays membre a toujours une politique d'asile nationale, avec ses propres principes et critères pour accorder le droit à l'asile (Kahounová, 2013, pp. 35-36). Même si l'Union européenne a déjà établi des législations qui devraient poser des bases pour l'harmonisation, les différences restent marquantes et il y a toujours des demandes de modifications. Un système commun reste à établir, malheureusement, l'Europe s'en est rendue compte qu'après la crise est en train de prouver la nécessité d'un tel système.

---

<sup>13</sup> „bez Schengenu by se krize nestala sdíleným problémem celé Unie“ (Břicháček, 2016, p. 53)

Enfin, la multi culturalité enrichit le pays d'accueil et ses habitants, les cultures doivent respecter l'une l'autre pour pouvoir coexister. Il y a pourtant des études et des opinions que trop d'adaptation peut changer à jamais une société et une civilisation entière ; un de ces auteurs critiques est Benjamin Kuras, écrivain d'origine tchèque qui vit en Angleterre et ancien membre du parti des citoyens libres dans le Parlement européen. Cet auteur nous donne un exemple : « Pour Noël 2010, la Commission européenne a envoyé des cartes de vœux où le mot « Noël » était remplacé par une formule neutre des vœux « saisonniers », en anglais « Season's Greetings ».<sup>14</sup> » (Kuras, 2015, p. 21). Il a argumenté que l'institution de Noël, des fêtes traditionnellement européennes, a commencé de disparaître. D'autres – et je me penche plutôt pour ces opinions –, prends comme exemple la politique de migration aux Etats-Unis où la devise « melting pot<sup>15</sup> » était remplacée par « salad bowl<sup>16</sup> ». Je pense que l'Europe est encore dans la politique de melting-pot – même si l'Europe construit ses principes autour de l'idéologie de multilinguisme et multi culturalité –, en train d'établir une « culture européenne ». La présente vague migratoire peut perturber ces efforts en ajoutant d'autres cultures plus éloignées dans la mélange.

### 2.3 Gestion au niveau européen

Pour des raisons décrites dans les parties précédentes et des opinions sur la migration en générale et sur la présente vague migratoire en particulier, l'Union européenne ainsi que les Etats membres sont en train de résoudre la situation actuelle par des instruments variés. Il y a plusieurs fronts où ils doivent mener la bataille, tels que la législation et la gestion de la migration, la sécurité des frontières externes, l'intégration des migrants et l'opinion publique. Chaque élément mentionné doit être décidé et implémenté à un niveau différent pour être le plus efficace ; la stratégie de l'Union européenne est basée sur le principe de subsidiarité.

Dans cette partie, je me concentrerai sur la présente vague migratoire, la « crise des réfugiés » comme l'a appelée l'Union européenne. Cette vague de migration est notamment importante à cause de grand nombre de réfugiés et de migrants irréguliers, ils sont la cible principale dans des stratégies et des programmes que l'Union européenne a mis

---

<sup>14</sup> „O Vánocích 2010 Evropská komise rozesílala karty, v nichž bylo slovo „Vánoce“ poprvé nahrazeno neutrálním „sezónním pozdravem“, anglicky „Season's Greetings“.“ (Kuras, 2015, p. 21)

<sup>15</sup> Melting-pot

<sup>16</sup> Un saladier

en place. Je ne parlerai pas autant des migrants économiques, je me concentrerai plus sur les réfugiés qui ont quitté leurs pays à cause des guerres civiles en Proche-Orient.

### **2.3.1 European Agenda on Migration<sup>17</sup>**

Juste après le début de la présente vague migratoire, l'Union européenne s'est rendu compte que la situation doit être réglée au plus vite possible car de plus en plus de vies des migrants et des réfugiés ont été perdues quand ils ont essayé de gagner les rivages de l'Europe. Un document élaboré par la Commission européenne qui propose des stratégies à court, moyen et long termes était émis par la Commission européenne, il s'appelle European Agenda on Migration (European Agenda on Migration, 2015).

Des stratégies – décrites en détail dans ledit document – qui ont été proposées comme des solutions à court terme sont notamment d'aider les migrants qui viennent en Europe par la mer, sauver les vies et arrêter le trafic d'êtres-humains ; cela doit être assuré par des actions de Frontex. Deuxième but de cette stratégie est d'aider dans les pays d'origine des migrants et donc alléger, voire arrêter, des flux de migration irrégulière. Une autre priorité est d'assurer la relocation des migrants entre tous les pays membres et de montrer une solidarité profonde avec des pays ayant des frontières extérieures qui sont le plus touchés par le nombre des migrants qui sont venus ; pour cela, des nouvelles législations et accords ont été émis.

Des stratégies proposées à moyen terme sont destinées à restructurer le système de décision et à améliorer la réaction de l'Union européenne vis-à-vis aux crises, la présente et celles à venir. Un premier axe consiste des actions pour réduire des motivations des migrants irréguliers et effacer des causes qui les ont obligées à migrer, cela est la responsabilité de la politique extérieure de l'Union européenne. Ensuite, améliorer et rendre plus effective le système et la législation relative au retour des migrants irréguliers dans leur pays d'origine. Un deuxième axe présente des actions pour assurer la sécurité des frontières externes à long terme. Le troisième axe propose d'établir une politique d'asile commune et l'implémentation du régime d'asile européen commun et le système de Dublin. Dernier axe vise à établir une nouvelle politique pour le domaine de la migration légale avec une meilleure gestion de la migration régulière, de la législation des visas et l'intégration des migrants.

---

<sup>17</sup> Agenda européenne relative à la migration

Le résultat désiré à long terme est l'amélioration et l'implémentation des stratégies et des actions proposées à moyen terme, notamment le régime d'asile commun, un nouveau modèle pour la migration régulière et la gestion des frontières externes. Tous cela devrait prévenir une seconde crise migratoire à venir.

### **2.3.1.1 Approche de « Hotspots<sup>18</sup> »**

Le rôle de Frontex dans l'Union européenne est d'aider à la sauvegarde des frontières extérieures dans des cas de crise, telle que la présente crise migratoire, la responsabilité de garder leurs propres frontières appartient cependant aux Etats membres (Frontex, 2018). Dans les dernières années, ce rôle était élargi pour couvrir aussi la mission lui confiée par la Commission européenne de « sauver des vies à la mer » (European Agenda on Migration, 2015, pp. 10-12).

De plus, en coopération avec le Bureau européen d'appui en matière d'asile (BEAMA) et Europol – l'agence qui aide des polices nationales à combattre le crime international et le terrorisme (Europol, 2018). Selon l'Agenda, un nouveau système de « Hotspots » est à mettre en place : le Frontex aide des pays membres à rapidement identifier et enregistrer les migrants dans des Hotspots. Le BEAMA ensuite guidera les migrants irréguliers par la procédure d'asile pour ce qui sont éligibles pour demander l'asile, dans le cas contraire, Europol aidera le pays membre à retourner le migrant dans son pays d'origine (European Agenda on Migration, 2015, p. 6).

Le rôle d'Europol ne se limite pas à la mission mentionnée dans le paragraphe précédent. En coopération avec des polices nationales et internationales, il doit mener des actions pour dévoiler des réseaux des passeurs et arrêter des flux de migration clandestins pour assurer un passage légal et plus sûr pour les migrants.

### **2.3.1.2 Régime d'asile européen commun**

Un des points mis en avant dans l'Agenda est que les politiques d'asile des Etats membres ont été jusqu'à ce point différentes et la répartition des demandeurs d'asile non-égalitaire. L'Union européenne veut faire preuve de solidarité et établir un système commun pour favoriser la confiance entre des Etats membres en matière de procédures d'asile et harmoniser des systèmes nationaux. De plus, BEAMA propose une liste

---

<sup>18</sup> Centres d'enregistrement

d'indicateurs de qualité pour mieux évaluer la procédure dans tous ses démarches et niveaux (European Agenda on Migration, 2015, pp. 12-13).

Pour assurer une répartition égalitaire des demandeurs d'asile entre des Etats membres, le système de Dublin et des quotas étaient mis en place. Un réseau d'agences nationales pour le système de Dublin est établi et avec la coordination de BEAMA, les agences sont censées de communiquer et de transmettre des demandes d'asile des Etats avec des frontières extérieures vers des autres Etats membres (European Agenda on Migration, 2015, pp. 13-14). Or le système, malgré toute les révisions et nouvelles, reste à perfectionner.

### **2.3.1.3 Politique extérieure**

Le dernier point cité dans l'Agenda est que l'Union européenne veut intervenir dans des pays d'origine des migrants et des réfugiés pour alléger des flux d'immigration causées par la situation politique, économique et/ou le réchauffement climatique. Il y a des programmes dans le cadre de la politique régionale européenne et ses financements. Ces programmes et coopérations ont pour le but de prévenir la migration irrégulière en offrant l'aide humanitaire aux personnes en difficultés qui seraient susceptibles d'émigrer (European Agenda on Migration, 2015, pp. 16-17).

De plus, les Délégation européennes dans des Etats tiers auront une nouvelle fonction, celle d'y surveiller la situation et faire des rapports relatifs à la problématique de la migration. Le meilleur exemple d'un pays dont la situation doit être monitorée est la Turquie. Elle bénéficie des aides de l'Union européenne pour héberger des migrants irréguliers et mener à bien les projets notamment dans des domaines de la stabilisation de la situation d'immigration massive en Europe et d'amélioration de la qualité de vie des réfugiés sur son territoire (European Agenda on Migration, 2015, pp. 7-8).

## **2.4 Déclaration UE-Turquie**

Les relations entre l'Union européenne et la Turquie étaient tendues pour des siècles. Dans les dernières années, plus que jamais, les deux pays doivent réunir leurs efforts dans un but plus noble et chercher des solutions pour réussir la gestion de la présente vague migratoire. Les réfugiés viennent en Europe notamment en traversant la Turquie, ce qui a obligé l'Union européenne à ouvrir des négociations qui ont débouchées par la Déclaration UE-Turquie le 18 mars 2016 (Déclaration UE-Turquie, 2016).

Par cette déclaration, l'Union européenne communique sa volonté d'arrêter des flux de migration clandestins et sauver davantage de vies de réfugiés qui essaient de rejoindre les côtes européennes par la mer. La déclaration aussi fait voir un exemple d'une situation gagnant-gagnant qui s'établit pour un but noble : l'Union européenne ralentit l'arrivée des migrants sur son territoire et la Turquie reçoit une aide financière et une promesse de continuation des négociations d'adhésion.

### **2.4.1 Histoire**

Après que les flux migratoires ont intensifiés au début de 2014 et de premières victimes sont mortes essayant de franchir les frontières maritimes de l'Europe, l'Union européenne s'est rendue compte que les outils de gestion de la migration, la législation et la sécurité des frontières externes qui fonctionnait jusqu'ici ne fonctionnent plus. Les réfugiés arrivaient par milliers et il y avait une nécessité pressante de mettre en place de nouveaux systèmes et outils. Des efforts ont débouchés en l'Agenda relative à la migration élaborée par la Commission européenne et paru le 13 mai 2015 (European Agenda on Migration, 2015). Un des volets était aussi la politique extérieure.

Le premier sommet entre les représentants de l'Union européenne et de la Turquie relative à la présente vague migratoire a eu lieu le 15 octobre 2015. Il était décidé que l'Union européenne coopérera avec la Turquie dans le domaine de la crise des réfugiés. Le document émis lors de ce sommet s'appelle EU-Turkey joint action plan<sup>19</sup> (Conclusions – 15 October 2015). Un autre sommet a suivi peu après – le Valletta Summit on migration<sup>20</sup>, le 11-12 novembre 2015 –, les participants (notamment Union européenne, Turquie et pays d'Afrique) ont agréé que « la migration est une responsabilité partagée entre des pays d'origine, des pays de transit et des pays de destination<sup>21</sup> » (Valletta Summit on migration, 11-12/11/2015). Suite à cette déclaration, de nouvelles négociations ont été ouvertes entre l'Union européenne et la Turquie pour confirmer le plan d'action décidé lors du premier sommet, elles ont eu lieu le 29 novembre 2015. Le document rédigé à ce moment-là s'appelle EU-Turkey statement<sup>22</sup> (Meeting of heads of state or government with Turkey - EU-Turkey statement, 29/11/2015) et était l'ancêtre directe de la Déclaration du 18 mars 2016.

---

<sup>19</sup> Plan d'action commun de l'UE et la Turquie

<sup>20</sup> Valletta sommet sur la migration

<sup>21</sup> „migration is a shared responsibility of countries of origin, transit and destination” (Valletta Summit on migration, 11-12/11/2015, 2018)

<sup>22</sup> Communiqué UE-Turquie

### 2.4.1.1 Raisons de l'Union européenne

« Dans la période de 2012 à 2014, le nombre de migrants ne cesse d'augmenter. L'Europe est prise au dépourvu. A l'échelle des institutions [de l'Union européenne] cela se manifeste par un ton visiblement impuissant. [...] [les décisions du Conseil] incitent des pays à s'unifier pour un progrès commun. Cette période, pour laquelle sont caractéristiques le chagrin pour la souffrance des réfugiés et en même temps par une impuissance marquante sur ce que nous devons faire, [...]»<sup>23</sup>. » (Keller, 2017, p. 22)

Comme j'ai déjà expliqué à plusieurs reprises, l'Union européenne s'est vu obligée de chercher à arrêter des flux de migration clandestine et de dissoudre des réseaux de passeurs dans la Méditerranée par d'autres moyens que seuls les pouvoirs dont elle dispose elle-même et les pays membres. Les dirigeants de l'Union européenne ont décidé d'élargir l'échelle des coopérations internationales, notamment dans la région du Proche-Orient et des pays de transit des migrants, pour des raisons que décrit très clairement Tomáš Břicháček :

« Quand nous parlons des activités de l'Union européenne concernant des pays tiers, le plus d'efforts étaient consacrés à la Turquie, et cela pour plusieurs raisons. Premièrement, sa position géographique qui fait de la Turquie le pays de transit des migrants du Proche-Orient le plus important [...].

Deuxièmement, il était évident que la Turquie est la seule parmi des pays de transit à disposer des pouvoirs et des capacités adéquats pour arrêter et assimiler des flux migratoires. En même temps, la Turquie est un pays qui peut toujours – avec des yeux à demi fermés – être présentée comme un pays « sûr » dans les yeux du droit d'asile de l'UE où il est possible de renvoyer les migrants.<sup>24</sup> »

(Břicháček, 2016, p. 178)

---

<sup>23</sup> „V období let 2012 až 2014 počty migrantů soustavně narůstají. Evropa je viditelně zaskočena. Na úrovni jejích institucí se to projevuje nápadně bezradným tónem. [...] [usnesení Rady] nabádají jednotlivé země, aby se semkly ke společnému postupu. Toto období, pro které jsou charakteristické zármutek nad utrpením běženců a zároveň výrazná bezradnost ohledně toho, co vlastně dělat, [...]“ (Keller, 2017, p. 22)

<sup>24</sup> „Pokud jde o činnost EU navenek vůči třetím státům, hlavní úsilí se záhy zaměřilo na Turecko, a to z více důvodů. Předně to byla jeho geografická poloha, která z něj učinila nejvýznamnější tranzitní zemi pro proudy migrantů z Blízkého východu [...]. Zadruhé bylo zřejmé, že Turecko je jedinou z hlavních tranzitních zemí, která disponuje adekvátní silou a kapacitami pro zastavení a vstřebání migračních toků. Zároveň je zemí, kterou je stále možné – s hodně přimhouřenými očima – prezentovat jako „bezpečnou“ zemi ve smyslu azylového práva EU, do níž lze migranty vracet.“ (Břicháček, 2016, p. 178)



Des négociations étaient supposées déboucher sur une situation gagnant-gagnant, pourtant la Turquie ne sacrifiait pas trop d'efforts à accomplir ses engagements de Plan d'action commun. C'est seulement quand l'Union européenne a cédé dans les négociations et a promis des bénéfices plus généreux dans la Déclaration, notamment la libération de l'obligation des visas et l'accélération des négociations d'adhésion, que la Turquie a enfin commencé à tenir ses engagements. Tomáš Břicháček commente cette situation par la critique de « l'incapacité évidente de l'Union européenne à protéger ses frontières externes par ses propres pouvoirs<sup>25</sup> » (Břicháček, 2016, p. 178).

#### **2.4.1.2 Raisons de la Turquie**

Tout d'abord, je dois constater que depuis le changement du régime politique en Turquie, depuis le coup d'Etat manqué pendant la nuit du 15 au 16 juillet 2016, la liberté d'expression a été sévèrement endommagée ; les auteurs craignent des persécutions et la prison. Les institutions et organisations étatiques sont subjuguée sous censure et il est littérairement impossible d'obtenir la moindre information qui pourrait dévoiler le fonctionnement de l'Etat turc, bien sûr y compris dans le domaine de la gestion de migration. Seulement peu de chercheurs publie des articles sur la problématique et les informations sont très souvent incomplètes et quelques fois peu fiables à cause de la censure. De ce fait, cette sous-partie de mon travail sera largement influencée par les informations que j'ai pu collecter en forme des entretiens non-enregistrés des sources plus ou moins fiables pendant mon séjour en Turquie.

L'histoire des relations entre l'Union européenne et la Turquie sont brièvement décrites sur des pages web de la Direction pour les affaires de l'UE<sup>26</sup> sous Ministère des affaires extérieures turc. Les premières relations datent de 1959, suivies par Ankara Agreement<sup>27</sup> en 1963, le premier accord sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. En 1987, la Turquie a complété son application officielle. Depuis, la Turquie est en train de changer pour obéir à des conditions d'accès (Direction pour les affaires de l'UE, 2016). Les négociations officielles ont commencé en 2005. Des réunions pour discuter des volets un par un ont lieu au fur et à mesure tout au long des années. De ma propre expérience, parlant avec des gens éduqués à l'université à Ankara, la Turquie veut accéder à l'Union européenne, mais les deux parties ont des réserves. L'Union européenne

---

<sup>25</sup> „[na pozadí] zjevné neschopnosti EU chránit svoje vnější hranice vlastními silami“ (Břicháček, 2016, p. 178)

<sup>26</sup> Directorate for EU Affairs

<sup>27</sup> Accord d'Ankara

reproche la Turquie un manque de démocratie et de l'effort de changer en plus de non-respect des droits humains. La Turquie veut gagner le plus par l'adhésion à l'Union européenne et a gagné une main presque libre pendant des négociations de la Déclaration.

Ahmet İçduygu et Evin Millet, chercheurs dans le Centre de recherche sur la migration à l'Université Koç à Istanbul, ont décrit en détail le point de vue de la Turquie sur la Déclaration (nous pouvons nous demander à quel point est l'article objectif ou influencé par la censure. Certes, il s'agit d'une coopération internationale dans le projet *Global Turkey in Europe*<sup>28</sup> sous l'Institut des affaires internationales, mais l'article est écrit sous la direction d'Ahmet İçduygu, un chercheur turc basé à Istanbul) :

« Depuis le commencement des flux de demandeurs d'asile de la Syrie, la politique d'admission turque, très généreuse et libérale, recevait des éloges dans le monde entier pour des camps pour réfugiés ayant un niveau exceptionnel, cependant, elle était aussi critiquée à cause des incertitudes dans la législation et des inconvenances administratives. Au contraire, des pays membres de l'Union européenne étaient intensivement critiqués pour son ancienne, ignorante et restrictive politique relative à l'admission des réfugiés de la Syrie ou d'autres parties du monde. Cet image de contrastes a mis en évidence la problématique de « responsibility sharing<sup>29</sup> » contre « responsibility shifting<sup>30</sup> ». Une question a également émergé : « Comment peut-il être justifié que des pays qui obéissent les normes et qui accueillent un grand nombre de réfugiés sont demandés d'en accueillir plus parce que d'autres qui ont échoué d'implémenter la norme sur la protection des réfugiés ? ». Sur la base de ces arguments et à la suite des horribles événements d'été 2015 [...], la Déclaration UE-Turquie vise à réduire des flux de migration illégaux, réinstaller des réfugiés de la Syrie en Turquie, accélérer la libération de l'obligation des visas pour des citoyens Turcs et booster le support financier pour la population des réfugiés en Turquie, ce support contribuera à leur protection et intégration.<sup>31</sup> » (İçduygu & Millet, 2016, p. 6)

---

<sup>28</sup> Turquie globale en Europe

<sup>29</sup> Partage des responsabilités

<sup>30</sup> Passage des responsabilités

<sup>31</sup> „Since the beginning of asylum flows from Syria, while Turkey's generous and liberal admission policies have been universally praised, as have the high standards of its refugee camps, it has also received criticism for legal uncertainties and administrative drawbacks. In contrast, European countries have been intensely criticised for their longstanding ignorance and restrictive policies towards the admission of refugees from Syria and elsewhere. This contrasting picture has not only highlighted the issue of “responsibility sharing versus responsibility shifting,” it has also raised the question “how can it be justified that norm-abiding states who take their fair share of refugees be required to shoulder extra burdens as a result of some states failing to abide by the norm of refugee protection?”<sup>23</sup> With this background, and following the devastating summer of 2015 [...] the signed EU-Turkey deal took aim at reducing the flows

Il est évident de cette citation que la Turquie voit des choses d'un autre point de vue. Elle reproche des pays membres de l'Union européenne qu'ils hésitent quand arrive le temps d'accueillir des réfugiés et veulent passer la responsabilité à la Turquie qui est prête à faire face à ce défi. Dans la partie sur la Déclaration, la propagande européenne essaie de cacher des avantages que la Déclaration accordera à la Turquie, par contre la propagande turque fait l'opposé : elle ne mentionne pas ce que la Turquie s'est engagée de faire ou des conséquences négatives possible, juste des bénéfices gagnés et le côté humanitaire que l'Union européenne a supposément abandonné.

### **2.4.1.3 Commentaires critiques**

Dès les premières négociations de la Déclaration, elle était critiquée par des Organisations internationales pour plusieurs raisons. Tout d'abord, comme remarque Gloria Fernández Arribas, professeur dans le domaine du droit public international à l'Université Pablo de Olavide en Espagne :

« Un des problèmes majeurs de cet engagement [sur le principe que pour un réfugié retourné en Turquie, un réfugié sera réinstallé en Europe] est que [...] il était reporté que la Turquie n'accepte pas des applications des réfugiés non-Syriens. Par conséquent, notamment ceux venant d'Afghanistan, d'Iraq ou de Pakistan, n'auront pas beaucoup d'opportunités de gagner la protection internationale ni en Turquie ni en Europe. Cette discrimination basée sur le critère de nationalité est à noter, car avec la Déclaration, l'UE a choisi d'accorder la protection aux gens sur la base de leur nationalité et non sur la base de leurs vrais besoins.<sup>32</sup> » (Arribas, 2016, p. 6)

Des réfugiés, une fois retournés en Turquie après leurs demandes soient rejetées (ou même sans être autorisés de poser une demande d'asile, comme avertit HCR (internationalrelations.org, 2016)) n'auront plus le droit d'être relocalisés en Europe même s'ils seront classés parmi des groupes les plus vulnérables. De plus, la Turquie retourne des réfugiés d'autres nationalités dans leurs pays d'origine ; en réalité, selon

---

of smuggled migrants and asylum seekers, increasing the resettlement of Syrian refugees residing in Turkey, accelerating visa liberalisation for Turkish nationals, and boosting the financial support for Turkey's refugee population that will contribute to their protection and integration.“ (İçduygu & Millet, 2016, p. 6)  
<sup>32</sup> „One of the main problems of this provision is that, [...] it has been reported that Turkey does not process applications from non-Syrian refugees. As a consequence, namely those from Afghanistan, Iraq or Pakistan will not have many opportunities to gain international protection in Turkey or Europe. This discrimination regarding nationality is also worthy of note, because through this agreement the EU has chosen grant protection to people on grounds of their nationality and not on the basis of their real necessities.“ (Arribas, 2016, p. 6)

Amnesty International (Euronews, 2016), des Syriens retournés sous la Déclaration ont été expulsés eux-aussi.

Deuxièmement, l'article sur la coopération de la Turquie et de l'Union européenne pour faire de la Syrie un pays plus sûr et donc y améliorer des conditions humanitaires pour que la population locale peut vivre plus sûrement est critiqué. L'un des auteurs, Jeff Crisp, membre des équipes de recherche au Centre des études sur des réfugiés à l'Université d'Oxford et homme qui a détenu des positions supérieures à HCR et Refugees International, explique :

« [Cet article] présente une proposition très vague et sans détails sur comment des conditions humanitaires en Syrie seront améliorées. En addition, le communiqué ne mentionne rien sur les droits des Syriens de quitter leur pays d'origine et prendre refuge en Turquie – un manquement majeur quand on considère qu'environ 75 000 de Syriens déplacés sont maintenant rassemblés dans la région frontalière mais se voient empêchés d'entrer en Turquie.<sup>33</sup> » (Crisp, 2016)

Dernièrement, dans le droit international relative aux réfugiés, il existe le principe de non-refoulement, c'est-à-dire que des réfugiés ne peuvent pas être renvoyés dans des pays où ils peuvent rencontrer persécution ou où ils peuvent se trouver privés de leur droit fondamental de demander l'asile. Selon Jenny Poon, un étudiant en doctorat à la faculté de droit en Ontario, ce principe n'est pas respecté par la Déclaration car la Turquie ne peut pas être considérée un « pays tiers sûr ». La Turquie d'après lui, ne dispose pas de moyens suffisants pour assurer une procédure d'asile pour tous les demandeurs. Dans l'Union européenne, ce principe est assuré par les lois européens qui ne s'appliquent guère en Turquie (Poon, 2016). Cependant, Ahmet İçduygu et Evin Millet expliquent que « [...] la Déclaration de 2016, a implicitement indiqué que tous les pas dans le procès de l'adhésion [de la Turquie] à l'UE, la libération de l'obligation des visas et la coopération améliorée dans le domaine de la gestion de la migration peut directement aider la Turquie à devenir un pays sûr pour des réfugiés.<sup>34</sup> » (İçduygu & Millet, 2016, p. 7).

---

<sup>33</sup> „This is an extremely vague proposal, with no details as to how humanitarian conditions will be improved inside Syria. In addition, the communiqué says nothing about the right of Syrians to leave their country of origin and to take refuge in Turkey—an important omission considering that around 75,000 displaced Syrians have now congregated in the border area but are prevented from crossing into Turkey.“ (Crisp, 2016)

<sup>34</sup> „[...] the 2016 EU-Turkey deal implicitly indicated, [that] any step in the [Turkish] EU accession process, visa liberalisation and the enhanced cooperation on migration management can indirectly help Turkey become a safe country for refugees.“ (İçduygu & Millet, 2016, p. 7)

En addition, de ma propre expérience, il est vrai que des réfugiés sont plus bienvenus en Turquie que sur des îles grecque, très probablement aussi car l'Europe rejette la culture islamique qui est, de l'autre côté, très présente en Turquie. Cependant la Turquie, elle aussi, ne dispose pas de moyens suffisant pour accommoder, intégrer et aider les plus que 4 millions réfugiés sur son territoire. Des conditions de vie des réfugiés et leurs libertés sont horriblement mise en question dans certaines régions. De plus, les réfugiés arrivant en Turquie ne se voient pas accordés le statut de « réfugié » en accord avec la Convention de Genève, mais seulement celui de « personne sous protection temporaire » et plus tard ils peuvent obtenir un permis de séjour comme des migrants économiques. Par ce fait, je crains que si jamais la situation en Turquie escalerait, le pays pourrait expulser des réfugiés sans devoir tenir compte de la Convention de Genève sous prétexte que les personnes expulsées ne sont pas des réfugiés dans les yeux des autorités.

#### **2.4.1.4 Contenu en bref**

Pendant la réunion entre des représentants de l'Union européenne et de la Turquie, il était convenu ce qui suit :

- « Tous les migrants en situation irrégulière qui partent de la Turquie pour gagner les îles grecques à partir du 20 mars 2016 seront renvoyés en Turquie, en totale conformité avec le droit de l'UE et le droit international
- pour chaque Syrien renvoyé en Turquie, un autre Syrien sera réinstallé de la Turquie vers l'UE, sur la base des engagements qui ont été pris
- la Turquie prendra toutes les mesures nécessaires pour éviter que de nouvelles routes de migration irrégulière, maritimes ou terrestres, ne s'ouvrent
- une fois que les franchissements irréguliers prendront fin, un programme d'admission humanitaire volontaire sera activé
- l'UE accélérera encore le versement du montant de 3 milliards d'euros initialement alloué et mobilisera un financement de 3 milliards d'euros supplémentaires, une fois que ces ressources seront utilisées et pour autant que les engagements soient remplis
- l'UE et la Turquie collaboreront pour améliorer les conditions humanitaires à l'intérieur de la Syrie » (Réunion du 17-18/03/2016)

## 2.4.2 EU Facility for Refugees in Turkey<sup>35</sup>

« Le but de cette facilité est « le mécanisme commun de coordination qui a pour mission d'assurer que les besoins des réfugiés et celles des communes d'accueil en Turquie sont adressées d'une manière complète et coordonnée. La facilité se concentre sur l'assistance humanitaire, l'éducation, la gestion de la migration, la santé, l'infrastructure municipale et le support socio-économique.<sup>36</sup> »

(European Neighbourhood Policy And Enlargement Negotiations, 2016)

Les projets financés via la facilité peuvent être catégorisés en deux grands volets : projets d'aide humanitaire et projets non-humanitaires (EU Facility for Refugees in Turkey: projects committed/decided, contracted, disbursed, 2018). Les projets humanitaires étaient ou sont gérés par des organisations d'aide humanitaires diverses, en addition des projets non-humanitaires sont gérés par des organisations gouvernementales ou des banques.

Dans le tableau ci-dessous sont présentés des volets et des axes dans lesquelles les projets sont catégorisés, suivi par le nombre de projets dans chaque catégorie et le support moyen par projet. Le tableau présente des projets qui ont été, sont et seront, depuis la création de la facilité en 2015 jusqu'au 12 janvier 2018, financés par les 3 milliards d'euros qui avaient fait l'objet des négociations entre l'Union européenne et la Turquie. Certains projets n'ont pas encore reçu de financement, leurs contrats étant déjà signés, les valeurs dans le tableau représentent le support qui est ou sera consacré aux projets. De plus, certains projets ont plus qu'un axe prioritaire, de ce fait, les valeurs proposées dans le tableau donnent en somme plus que les 3 milliards – les valeurs témoignent seulement de la grandeur et l'importance de chaque axe.

---

<sup>35</sup> La Facilité européenne pour les réfugiés en Turquie

<sup>36</sup> „[The EU facility for refugees in Turkey] provides for a joint coordination mechanism, designed to ensure that the needs of refugees and host communities in Turkey are addressed in a comprehensive and coordinated manner. The Facility focuses on humanitarian assistance, education, migration management, health, municipal infrastructure, and socio-economic support.“ (European Neighbourhood Policy And Enlargement Negotiations, 2016)

**Tableau 1 : Catégorisation de projets sous la Facilité européenne pour les réfugiés en Turquie. Tableau de source repris du site internet de la Commission européenne et retravaillé**

<b>Volet</b>	<b>Axe prioritaire</b>	<b>Nombre de projets</b>	<b>Support par projet (en euros)</b>
Humanitaire	Besoins fondamentaux	5	204 400 000
	Education	6	19 250 000
	Moyens d'existence	4	12 875 000
	Protection	26	8 327 289
	Hivérissations	3	6 666 667
	Sécurité alimentaire	6	4 516 667
	Santé	17	4 422 264
	Gestion d'informations	2	3 250 000
	Santé mentale et support psychosocial	4	2 695 000
	Handicaps	3	2 593 333
	Sécurité ; protection des enfants ; besoins spéciaux ; abri ; eau, assainissement et hygiène ; entraînement	1	-
Non-humanitaire	Infrastructure pour l'éducation	3	148 333 333
	Santé	3	114 633 119
	Infrastructure pour la santé	2	45 000 000
	Gestion de la migration	2	40 000 000
	Support socio-économique	11	24 045 197
	Education	8	14 686 331

La facilité, à part de son devoir de redistribution des fonds pour des projets, a aussi un deuxième but, celui d'aider les réfugiés directement. Le programme européen Emergency Social Safety Net<sup>37</sup> était introduit par la Commission européenne en septembre 2016 accorde des allocations financières aux réfugiés en Turquie. « Outre l'aide humanitaire, la facilité de l'UE en faveur des réfugiés en Turquie est axée sur l'éducation, la gestion des migrations, la santé, les infrastructures municipales et le soutien socio-économique » (Un million de réfugiés en Turquie bénéficient du filet de sécurité sociale d'urgence de l'UE, 2017), comme illustré dans le tableau ci-dessus.

<sup>37</sup> Filet d'urgence de sécurité sociale

### 2.4.3 Développment récent

Grâce à la Déclaration, les flux de migration irrégulière de la Turquie en destination de l'Union européenne se sont presque arrêtés. Pourtant, des relations diplomatiques entre les deux pays se sont empirées et sont plus tendues dès le coup d'Etat manqué. Comme le résume Jan Keller : « Des divergences entre les deux parties relatives à l'exécution des engagements de la Déclaration ont grandi jusqu'à des désaccords permanents entre Bruxelles et Ankara et une menace d'annulation de la Déclaration et réouverture des canaux de migration traversant la Turquie.<sup>38</sup> » (Keller, 2017, p. 37)

Un nouveau sommet entre les représentants de l'Union européenne et la Turquie a eu lieu le 26-28 mars 2018 à Varna (EU-Turkey leaders' meeting in Varna, 2018). Puisque la Turquie a réussi à remplir un par un tous les conditions et engagements de la Déclaration, et l'Union européenne a reconnu ces efforts et les résultats dans le domaine de la gestion de la crise des réfugiés, la Turquie se voit accorder les 3 milliards d'euro supplémentaires qui lui était promis dans la Déclaration. Les deux parties se sont également engagées de continuer la coopération et les négociations d'accès de la Turquie à l'Union européenne y compris la libération de l'obligation des visas.

---

<sup>38</sup> „Neshody mezi oběma stranami ohledně plnění jednotlivých článků smlouvy přerostly v trvalé rozdíly mezi Brusel a Ankarou a v hrozbu vypovězení smlouvy a opětovného uvolnění migračního toku přes území Turecka.“ (Keller, 2017, p. 37)



### 3 METHODES

La problématique de la « crise des réfugiés » est un sujet d'actualité et nous sommes en train de la vivre. De plus, le 26-28 mars 2018, un nouveau développement concernant la Déclaration UE-Turquie a eu lieu. Le monde discute la situation, le fonctionnement ou non fonctionnement de la Déclaration et ses conséquences. La méthodologie que j'ai choisi pour la partie empirique de ce travail sera une analyse qualitative et quantitative des médias en lignes.

#### 3.1 Critères de recherche et d'analyse

Les critères de seront :

- Je choisirai les journaux les plus lus d'après des statistiques nationales et/ou internationales, et tirerai des articles des rubriques sur la migration, l'Union européenne ou des affaires internationales si telles rubriques existent. Le cas échéant, les mots recherchés seront « migration » et « réfugié ». La recherche sera effectuée dans la langue locale du journal ; en anglais pour la Turquie.
- Uniquement des sources qui datent après le 1<sup>er</sup> mars 2018 et avant le 23 avril 2018, deux mois autour le sommet de Vrana, seront étudiés pour avoir une idée sur le développement le plus récent. La liste complète des articles et leurs liens peut être consultée en annexe supplémentaire.
- Les sources seront des journaux en ligne. Elles seront prises des deux pays européens et un pays non européen pour pouvoir comparer les points de vue. Seulement des articles de presse, sans tenir compte des photos, feront l'objet de l'étude.
- Les critères d'évaluations et de comparaison contiendront :
  - a) Date de publication ;
  - b) Nature de la source ;
  - c) Nombre de mots (sans compter les titres de l'article et des photos), dont, séparément, le pourcentage qui parle de la migration et de la Déclaration y compris le sommet de Varna ;
  - d) Sujet(s) de l'article à partir de mots clés ;
  - e) Positionnement de l'article ;
  - f) Message clé sur la problématique de la migration et/ou la Déclaration.

## 3.2 Sources

La partie empirique se concentrera sur la comparaison des points de vue sur la « crise migratoire » en générale et plus précisément sur la Déclaration UE-Turquie. Je comparerai des articles des journaux tchèques, français et turcs. La recherche est effectuée entre le 1<sup>er</sup> mars 2018 et le 23 avril 2018, pendant à peu près deux mois autour la date du sommet à Varna.

J'ai choisi la République Tchèque comme un représentant des pays qui n'aiment pas la migration et rejette l'idée d'accueillir des réfugiés. Au début, je voudrais choisir l'Allemagne, comme un des pays qui accepte le plus grand nombre de réfugié ; en addition, c'est aussi le pays qui a proposé et mené à bien les négociations de la Déclaration. Malheureusement, je ne dispose pas de connaissances linguistiques suffisantes pour pouvoir lire des articles dans leur langue d'origine. Pour cette raison, j'étudierai le point de vue français au lieu de l'Allemagne. La France, hélas, de même que la République Tchèque, est un pays qui a un avis plutôt négatif sur la question de la migration, pourtant elle a aussi contribué pendant des négociations de la Déclaration. La Turquie est naturellement choisie comme la deuxième partie de la Déclaration.

Pour la République Tchèque et la France, je choisirai 2 journaux « sérieux » (je prendrai un journal de la droite et un de la gauche) et un journal grandes masses. Les journaux sérieux dévoilent le point de vue plus ou moins objective sur la problématique ; le journal grand masse représente, plus ou moins, ce que la population locale veut entendre et par conséquent ce qu'elle croit. Tous les journaux, si cela ne serait pas spécifié autrement, seront des quotidiens.

Pour la Turquie, je choisirai des journaux locaux en anglais et en français. Faute de mes connaissances linguistiques, je ne peux malheureusement pas lire dans la langue turque. Encore une fois, je mets accent sur la censure en Turquie et ces conséquences sur l'objectivité et la représentabilité des articles. La presse dans d'autres langue étant peu nombreuse, je choisirai seulement un journal du centre (ce qui n'empêche point la comparaison avec les journaux tchèque et français de la droite et de la gauche, car la censure fait de toute la presse turque la presse idéologiquement sous le président de l'Etat) et un mensuel grandes masses.

### 3.2.1 République Tchèque

La droite tchèque sera représenté par le journal *Lidové Noviny*, il publie depuis 1893 et il consacre la plus grande partie de ses nouveautés au développement mondial. Aujourd'hui, le journal est possédé par le premier ministre, ce changement a signifié un déclin dans l'objectivité des articles. Néanmoins, il est toujours classé parmi les plus objectifs journaux tchèques. Il peut être consulté sur [www.lidovsky.cz](http://www.lidovsky.cz), les articles pour l'étude seront tirés de la rubrique « Monde ».

Le point de vue plus vers la gauche sera présenté par le journal *Hospodářské noviny*, il publie depuis 1990, notamment dans le domaine de l'économie et de la politique. Aujourd'hui, son propriétaire est un magnat commercial, un des hommes les plus riches en République Tchèque. Le journal est fortement influencé par l'idéologie socio-démocratique. Le lien web est <http://www.ihned.cz/>, les articles pour l'étude seront recherchés à l'aide des mots clés « migration » et « réfugié » dans la langue tchèque.

Le journal de grandes masses avec le plus de lecteurs s'appelle *Blesk* et publie depuis 1992. Il se concentre sur des actualités, des sensations nationales et internationales et les présente dans la forme la plus proche du lecteur : distrayante et lisible. La version en ligne du journal papier est accessible sur <http://www.blesk.cz/>. Les articles pour l'étude seront pris de la rubrique « Crise migratoire » et marginalement aussi de la rubrique « Union européenne ».

### 3.2.2 France

*Le Figaro* sera un représentant du journal de la droite française ; il prétend d'être impartial, mais depuis que son nouvel éditeur en chef a pris fonction, il semble – d'après ses commentaires – que le journal s'approche de la droite. Publié depuis 1826, le journal conserve son orientation généraliste et de journal d'opinion. Les articles peuvent être consultés sur [www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr). La recherche des articles par des rubrique ne me semble pas appropriée à mon étude, j'utiliserai des mots clés « migration » et « réfugié » pour affiner la recherche. J'ignorerai des articles visibles seulement pour des abonnés, il ne m'est possible de distinguer rien juste à partir du titre et un ou deux paragraphes.

Pour la gauche, j'ai choisi *Le Monde* qui est aussi le journal français avec le plus de lecteurs à l'étranger, il publie depuis 1944. Il se dit un journal généraliste, ce qui peut être vérifié sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr). Des articles pour l'étude seront tirés de la rubrique « International ». Puisque la recherche dans cette rubrique affiche aussi des résultats

d'autres éditions, notamment l'édition Le Monde Afrique et Le Monde Syrie, j'ai fait le choix de me concentrer uniquement à l'édition principale sur l'Europe et l'édition du Proche-Orient, et ne pas prendre en compte les autres. Sinon, la recherche serait trop vaste. Je compterai également des articles pour des abonnés – accessibles seulement partiellement pour des non-abonnés – sans tenir compte de nombre des mots et du message clé, les mots clés apparaissent et le ton est plus ou moins découvrable.

*Paris Match*, l'hebdomadaire à l'actualités le plus lu en France, était choisi pour représenter la presse à grandes masses en France. Il publie depuis 1949, et propose une édition numérique sur <https://www.parismatch.com/> à partir de 2009. Sa devise « Le poids des mots, le choc des photos » explique bien l'importance que le journal approprie aux images jusqu'au aujourd'hui. J'effectuerai la recherche des articles dans la rubrique « International ».

### **3.2.3 Turquie**

Le journal *Daily Sabah*, est un journal du centre qui est publié depuis 1985. Aujourd'hui, il est possédé par le beau-fils du président, de ce fait, la censure est encore plus stricte et visible. Néanmoins, il s'agit d'un de peu nombreux journaux turcs qui soient publiés en anglais. Il peut être accédé sur [www.sabah.com.tr](http://www.sabah.com.tr), les articles étudiés appartiendront aux rubriques « Turquie » et « Affaires de l'UE ».

Car aucun journal grandes masses n'est publié en anglais, je choisirai le journal de la francophonie qui est publié sous le nom d'*Aujourd'hui la Turquie*. Ce mensuel est disponible sur <http://aujourdhuilaturquie.com/fr/>. La recherche des articles sera effectuée dans des rubriques « Politique » et « International ».

## **4 RESULTATS**

Dans cette partie, j'exposerai des résultats de la recherche dans des journaux en lignes. Je présenterai des analyses et des comparaisons à plusieurs niveaux. Tout d'abord, je décrirai des découvertes source par source pour voir quelles problématiques se voient accordées le plus d'espace et comment le journal présente des nouvelles. Ensuite, je décrirai comment les pays voient la problématique de la migration, un point de vue commun tiré des journaux nationaux. Pour finir, je croiserai des données en considérant des critères politiques et géographiques.

La liste des sources complète, ainsi que les analyses, peuvent être trouvées dans l'annexe supplémentaire. Le nombre de mots est calculé à l'aide d'outil bureautique Microsoft Word. Les mots clés, le positionnement et le message clé se répètent pour une analyse plus facile. Le pourcentage d'erreurs peut, de ce fait, être un peu plus élevé car certains mots et/ou messages clés peuvent marginalement induire en erreur.

### **4.1 Sources une par une**

Dans cette sous-partie, j'analyserai des sources une par une. Des analyses ci-dessous auront un caractère plutôt quantitatif. A la fin, je donnerai une conclusion sur la problématique recherchée.

Quand la recherche est effectuée à l'aide des rubriques, beaucoup plus d'articles avec un sujet international apparaissent. Quand je cherche à l'aide des mots clés, le contenu des articles est en générale plus nationaliste. Je reconnais ce problème de méthodologie qui est causé par le système de recherche dans chaque journal individuellement – certains propose seulement la recherche par rubriques, d'autres par mots clés. Néanmoins, je pense que, sous conditions de ne pas analyser si le contenu de l'article parle de l'international ou du pays même, les résultats pour une analyse comparative des problématiques discutées peuvent toujours survenir. Je pense que les rubriques et les mots clés que j'ai sélectionné pour la recherche peuvent m'apporter de meilleurs résultats et le plus de mentions sur la Déclaration et/ou le sommet de Varna.

#### **4.1.1 Lidové Noviny**

Dans le journal Lidové Noviny, j'ai trouvé 74 articles, soit 37 articles par mois, relatifs à la présente « crise migratoire » ou à la guerre en Syrie qui est, en grande partie, res-

ponsable de la vague de migration vers l'Europe. Or, seulement 17,4 % du texte de tous les articles mentionne la migration ; 53 articles trouvés sont sur la problématique de la guerre en Syrie, dont un quart est uniquement sur l'attaque chimique du 7 avril 2018 à Dúma et des représailles qui ont suivi. Les articles parlent des spéculations sur qui sont les coupables et des désaccords lors des discussions de l'attaque de revanche. J'ai également trouvé un autre grand thème : l'observation des résultats des élections et spéculations sur des conséquences des nouveaux gouvernements dans certains pays.

Moins qu'un tiers des articles est écrit dans un ton descriptif, un autre tiers dans le ton plus humanitaire, une minorité prennent même un ton vraiment guerrier. Cette répartition ne me laisse pas douter que le journal n'est pas trop impartial, il essaie de présenter un avis tout fait pour le lecteur.

La problématique que j'avais recherché, celle de la Déclaration et des commentaires et réactions au Sommet de Varna, était brièvement et plutôt indirectement mentionnée dans un seul article, ce qui fait 0,3 % du texte au totale.

#### **4.1.2 Hospodářské noviny**

Le journal Hospodářské noviny propose aux lecteurs 30 articles, soit 15 articles par mois, relative à la problématique de la migration, 20,6 % du texte au totale. Vu que le journal parle essentiellement de l'économie et de la politique et est possédé par l'un des plus gros inventeurs dans l'agro-industrie, les thèmes les plus fréquents sont les élections dans plusieurs pays et leurs conséquences, le deuxième sujet qui domine est la critique des changements à venir dans le fonctionnement de l'Union européenne – causés par la migration et le Brexit –, notamment la baisse des financements pour l'agriculture. Comme le thème mineur apparaît également la réaction, vu de point de vue de la République tchèque, à l'attaque chimique en Syrie.

Malgré la non-impartialité dans le choix des sujets, le ton utilisé est le plus souvent descriptif ; critique quand on parle des citations ou des avis.

Le pourcentage peu élevé, 3,8 %, du texte qui parle de la Déclaration et du sommet de Varna est présent grâce à un article parlant uniquement du sommet et un autre qui le mentionne brièvement.

### **4.1.3 Blesk**

Dans le journal à grandes masses Blesk, j'ai trouvé 12 articles, soit 6 articles par mois, sur la migration dans la présente vague migratoire et/ou la Déclaration. Un article était directement sur la problématique de la Déclaration, c'est-à-dire 4,8 % du texte de tous les articles. Les autres ont traités des sujets variés tels que des quotas pour accueillir des migrants et la gestion de la « crise migratoire » au niveau européen. Un tiers des articles a parlé des pour et des contres d'adhésion de la République Tchèque à l'Union européenne et la possibilité de czexit.

Presque la moitié des articles était écrite dans un ton descriptif et en citant des entretiens. Le même nombre des articles avec un ton pro européens et eurosceptique me semble bien équilibrer le message que le journal veut passer : l'Union européenne n'est ni un paradis tout-puissant ni un monstre qui dévore nos libertés, elle est ce qu'on en fait. Néanmoins, le journal sous-entend un peu trop que la seule problématique qu'un citoyen tchèque veut discuter est le czexit.

Même si 76,9 % du texte au totale parle de la migration, le sommet de Varna ou ses conséquences n'étaient pas mentionnés dans aucun des articles.

### **4.1.4 Le Figaro**

Le nombre d'articles éligibles après la recherche avec des mots clés était trop vaste, j'ai décidé d'inclure dans ma liste seulement les articles qui parlent de la migration dans le contexte européen ou sur le territoire européen y compris la Turquie et ignorer ceux qui discutent la situation dans la bande de Gaza ou en Afrique. C'est pourquoi les articles qui traitent les sujets comme par exemple les migrants d'Afrique accueillis en Afrique ou au Proche-Orient sont laissés de côté. Ces articles prennent très souvent un ton humanitaire ou critique. D'autres centaines d'articles parlant que de la vie des migrants en France, dans un ton assez critique, sont disponibles dans la rubrique « Personnalités : Migrants », dans ma recherche, j'ai omis cette rubrique. Il était peu probable qu'un article sur la Déclaration y apparaîtrait. Par contre, un certain nombre d'articles sur la Déclaration et des relations entre l'Union européenne et la Turquie est disponible pour les abonnés.

Dans ce journal, 53 articles parlent de la migration ou de la Déclaration, ou plus précisément le sommet de Varna. Le pourcentage du texte sur la migration égale à un chiffre

plutôt élevé de 70,6 %. Les thèmes le plus souvent traités sont les élections dans certains pays européens, la nouvelle loi sur l'asile en France et la guerre de Syrie. De plus, le journal n'omit pas la question de la migration climatique et des conditions horribles dans des camps pour les migrants en France. Le ton des articles n'est presque jamais vraiment neutre, la majorité d'entre eux est écrit dans un ton critique ou humanitaire, avec beaucoup de citations, tout en conservant un esprit d'analyse.

Deux articles traite la problématique du sommet à Varna, pourtant je n'ai pas trouvé presque aucune mention de la Déclaration en tant que telle. La question de davantage de financement sous la déclaration est bien analysée et expliquée.

#### **4.1.5 Le Monde**

Le journal français Le Monde présente 82 articles sur la migration, soit 41 articles par mois, dans ses rubriques « International », « Europe » et « Proche-Orient ». 31,1 % (les pourcentages pour ce journal n'inclut pas des articles pour des abonnés) du texte a traité la problématique de la migration. Les thèmes les plus présents étaient les élections dans certains pays et leurs conséquences : l'augmentation du nombre de régimes extrémistes en Europe, l'attaque chimique en Syrie et des investigations qui l'ont suivies (bien que ce thème était beaucoup plus discuté dans l'édition sur l'Afrique et la Syrie) et la nouvelle loi sur l'asile-immigration. Le ton utilisé par les journalistes dans Le Monde est plutôt descriptif ou humanitaire, quelques fois critique – le plus souvent il s'agit de la critique des actions turques en Syrie ou de l'incapacité de l'Union européenne et de la France d'assurer des conditions de vie « humaines » pour les demandeurs d'asile.

La rubrique « Europe » explique le plus souvent des résultats des élections, et/ou des changes de gouvernements, dans des pays membres de l'Union européenne et leurs conséquences, le plus souvent un sentiment d'euroscpticisme plus en plus marquant, et causes, notamment une augmentation des sentiments anti-migratoires. Le Monde également inclus des articles parlant d'autres aspects de la migration, tels que le vieillissement de la population ou la migration à cause du réchauffement climatique. Par contre, la rubrique « Proche-Orient » traite la problématique de la migration beaucoup plus. Malheureusement, le plus récent sont des articles, le plus grand nombre d'entre eux est visible en totalité juste pour des abonnés.

Pour expliquer pourquoi la problématique de la guerre en Syrie n'est presque pas traitée dans des articles dans la liste, c'est parce que j'ai délibérément laissé de côté l'édition



sur la Syrie. Dedans, la situation en Syrie est décrite quasiment jour par jour. Le ton adopté est le plus souvent humanitaire mélangé avec le ton descriptif. Certains articles critique des actions militaires de la Turquie en Syrie. Cette rubrique traite quelques fois le thème de la migration, pourtant ne parle guère de la Déclaration.

Deux articles ont vraiment traité le sujet du sommet de Varna (pas vraiment la Déclaration en tant que telle), ce qui représente 4,4 % du texte.

#### **4.1.6 Paris Match**

Paris Match propose aux lecteurs 50 articles, soit 25 par mois, sur les actualités relatives à la problématique de la présente vague migratoire. Le thème majeur est la situation en Syrie, 39 articles expliquent la situation changeante, dont peu ont vraiment la migration pour le sujet, ce qui explique un pourcentage peu élevé de 23,7 % du texte parlant de la migration. D'autres problématiques traitées incluent les élections en Italie, Hongrie et Allemagne, description des conditions horribles dans des camps pour les réfugiés et des nombreuses attaques sur migrants. Ce journal à grandes masses essaie de conserver un ton impartial dans tous ses articles, néanmoins le lecteur peut en lisant distinguer le plus souvent aussi un air d'un ton humanitaire ou critique. Quand les articles parlent de la migration, il s'agit dans la majorité des cas des migrants d'Afrique, les réfugiés sont rarement le sujet.

Aucun article ne mentionne la Déclaration ou le sommet de Varna. Les mentions de la Turquie et ses relations avec l'Union européenne sont limitées aux descriptions des interventions militaires turques en Syrie accompagnées par leur critique.

#### **4.1.7 Daily Sabah**

Dans le journal Daily Sabah, j'ai trouvé 36 articles, soit 18 articles par mois, qui parlent des réfugiés et de la situation en Syrie. 17 articles ont mentionné ou de la Déclaration ou du sommet de Varna, ce qui fait 25,8 % du texte de tous les articles. De plus, les articles traitant la migration étaient bien centrés autour du sujet avec 65,6 % du texte sur la problématique. Les thèmes le plus souvent traités sont l'aide humanitaire que la Turquie apporte aux réfugiés, les mérites d'arrêter des flux de migration clandestine et les conséquences du sommet du 26 mars 2018.

Je suis persuadé que la censure de la presse turque, surtout de la presse internationale, est visible même dans ce petit échantillon. Presque tous les articles – assez nombreux pendant la période juste avant le sommet de Varna et après – informant que la Turquie a découvert et/ou arrêté des migrant irréguliers ont des phrases entières comme copiée-collées l'un de l'autre et le contenu est presque le même lui-aussi. En addition, tous les articles présentent la Turquie comme le sauveur des migrants et indirectement critiquent l'Union européenne et le monde entier de ne pas aider les réfugiés. Aucun article ne parle pas de problèmes avec des réfugiés en Turquie ou ne mentionne rien de négative sur le sujet du pays. Cela me paraît bien être presque une propagande de la Turquie dans le monde.

Le ton le plus présent dans des articles est du côté humanitaire et émouvant pour parler de l'aide humanitaire, ensuite également le ton descriptif pour les articles parlant du sommet et ses conséquences. Ces derniers sont aussi écrits dans un ton critiquant l'Union européenne et sa mauvaise volonté de remplir des engagements de la Déclaration, notamment le point de la libération de l'obligation des visas et l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

#### **4.1.8 Aujourd'hui la Turquie**

Le journal Aujourd'hui la Turquie propose aux lecteurs 2 articles mentionnant la migration pendant la période étudiée de deux mois. Ce nombre peut apparaître peu élevé, mais il faut prendre en considération que ce journal est un mensuel et donc il y a un article sur la migration dans chaque exemplaire. En somme, 4,7 % du texte des deux articles parle de la migration. Les articles, comme il est habituel pour la presse française, présentent plusieurs problématiques et plusieurs points de vue.

Aucune mention de la Déclaration ou du sommet de Varna n'est présente, pourtant un des articles traite les relations entre la Turquie et la Grèce, ce qui pourrait être considéré part de la problématique étudiée.

## **4.2 Comparaison des sources**

Le tableau ci-dessous montre d'une manière plus lisible des résultats comparés dans la sous-partie précédente. La liste source par source peut être consultée en annexe, la liste des sources entière et analyse sont disponibles sur le CD qui accompagne le travail.

Tableau 2 : Comparaison des sources par nombre d'articles et pourcentage du texte sur la migration et la Déclaration

Nom de la source	N° d'articles trouvés	N° de mots per article	Pourcentage du texte sur la migration	Pourcentage du texte sur la Déclaration et le sommet
Lidové Noviny	74	458	17,4	0,3
Hospodářské noviny	30	821	20,6	3,8
Blesk	12	465	76,9	4,8
Le Figaro	53	512	70,6	3,9
Le Monde	82	692	31,1	4,4
Paris Match	50	637	23,7	0
Daily Sabah	36	399	65,6	25,8
Aujourd'hui la Turquie	2	795	4,7	0

Dans le tableau ci-dessous, j'ai catégorisé des articles par leurs thèmes pour montrer la fréquence de publication et le contexte historique dans lequel ils apparaissent. J'ai choisi de la présenter par semaines pour la plus grande transparence. Le thème de la loi asile-immigration en France est classé dans la colonne des sujets variés car ce n'était pas le sujet de ce travail. Dans ce tableau, il est bien visible quels sujets sont traités et à quel moment, certains journaux ont besoin d'un temps plus court pour réagir à une nouveauté, d'autres nécessitent plus longtemps ; des sujets sont aussi traités pendant des périodes de temps très variés. Les sources sont, à cause de la place insuffisante sur la page, remplacées par des acronymes et sigles : LN (Lidové noviny), HN (Hospodářské noviny), Blesk (Blesk), Figaro (Le Figaro), Monde (Le Monde), Match (Paris Match), Sabah (Daily Sabah) et ALT (Aujourd'hui la Turquie).

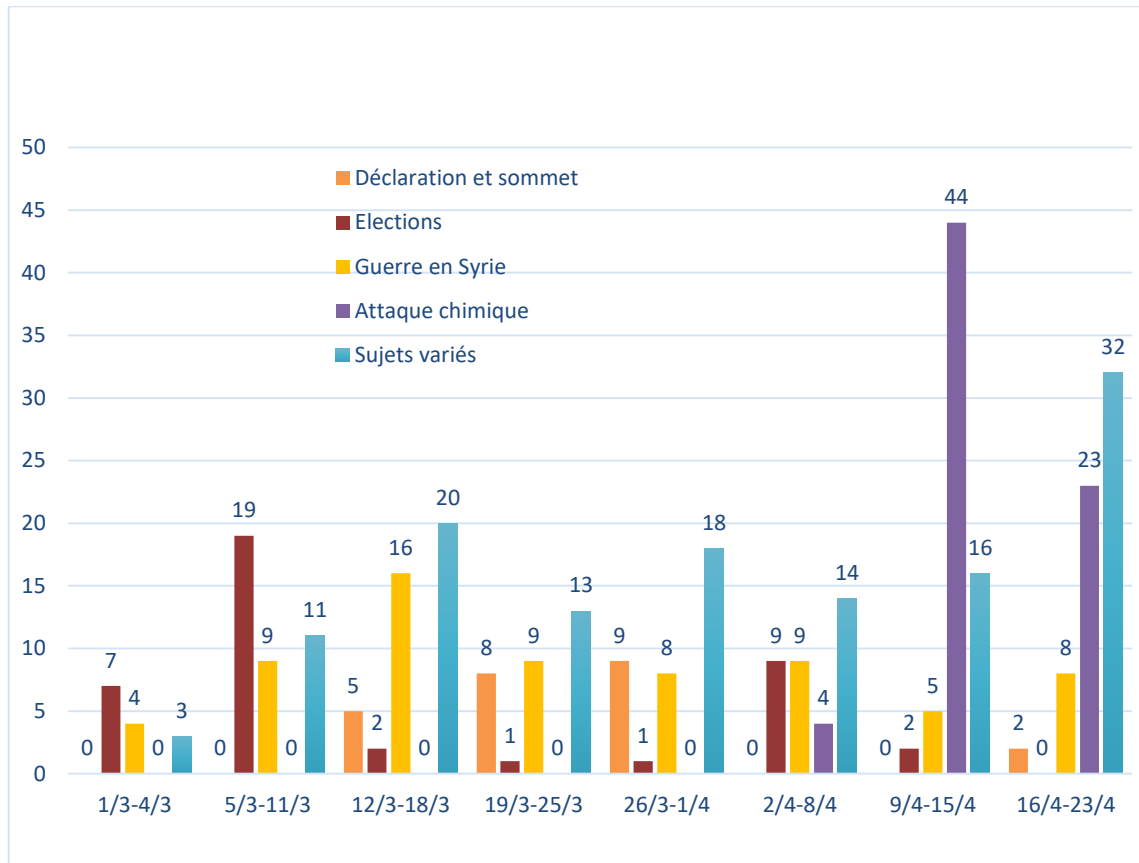
Tableau 3 : Fréquence d'apparition des articles par journal et par thème

Date	Source	Déclaration et sommet	Elections	Guerre en Syrie	Attaque chimique	Sujets variés	Dans le monde
1/3-4/3	LN		2				Elections en Allemagne et en Italie
	HN		2				
	Blesk					1	
	Figaro						
	Monde		2	3		2	
	Match		1	1			
	Sabah						
ALT							
5/3-11/3	LN		1	1			Elections en Allemagne et en Italie
	HN		6			2	
	Blesk						
	Figaro		1	2		3	
	Monde		10	2		4	
	Match		1	3		1	
	Sabah			1			
ALT					1		
12/3-18/3	LN			3		1	Etablissement d'une coalition en Allemagne
	HN		1	1		1	
	Blesk	1				2	
	Figaro	1		3		9	
	Monde			4		4	
	Match		1	5			
	Sabah	3				3	
ALT							
19/3-25/3	LN			4		1	Etablissement d'une coalition en Allemagne
	HN					1	
	Blesk					3	
	Figaro	1		1		2	
	Monde	2	1	1		3	
	Match			3			
	Sabah	5				3	
ALT							
26/3-1/4	LN			3		2	Sommet de Varna
	HN	2				5	
	Blesk					1	
	Figaro					3	
	Monde	2		3		2	
	Match		1	2			
	Sabah	5				5	
ALT							
2/4-8/4	LN		3	2	2	3	Attaque chimique en Syrie, loi asile-immigration
	HN		3			1	
	Blesk						
	Figaro			2		2	

	Monde		3	2		5	en France et élections en Hongrie
	Match			3	2	1	
	Sabah					2	
	ALT						
9/4-15/4	LN			4	21	5	Elections en Hongrie, loi asile-immigration en France et frappes de revanche en Syrie
	HN		1		1		
	Blesk					1	
	Figaro				1	3	
	Monde		1		6	4	
	Match			1	15	1	
	Sabah					1	
	ALT					1	
16/4-23/4	LN			7	8	3	Loi asile-immigration en France et frappes de revanche en Syrie
	HN				1	2	
	Blesk					3	
	Figaro				1	13	
	Monde				10	5	
	Match			1	3	2	
	Sabah	2				4	
	ALT						

Le graphique montre les quantités des articles publiés par semaines et classés par des thèmes choisis. Ce graphique est une prolongation du tableau ci-dessus et met tous les journaux ensemble pour expliquer, dans le contexte des actualités, quel thème était le plus important pour la presse et quand. Le plus grand nombre d'articles ont été publiés suite à l'attaque chimique par le gouvernement Syrien le 7 avril 2018, suivis par l'attaque de revanche par des forces alliées de la France, l'Angleterre et les Etats-Unis le 14 avril. Juste avant ou juste après le sommet de Varna, seulement peu d'articles ont été publiés traitant la problématique du sommet et de la Déclaration.

Figure 1 : Fréquences d'apparition des articles en fonction de la date de publication et des thèmes choisis



### 4.3 Comparaison internationale

Il y a des différences d'une source à l'autre comme nous avons observé dans la sous-partie précédente. Il y a de plus d'autres critères que je voudrais utiliser pour l'évaluation et la comparaison, le critère géographie ou national et celui de l'appartenance politique des journaux.

#### 4.3.1 Critère de nationalité

Selon l'appartenance nationale des journaux, je peux dire qu'il y a effectivement des différences. Les journaux tchèques, comme la culture tchèque de nos jours en générale, sont plutôt critiques et ils proposent des idées toutes faites aux lecteurs. Des articles sont aussi centrés sur la nation elle-même, et cela d'une façon assez égoïste, et critique très négativement tout ce qu'ils peuvent, notamment l'Union européenne. Les articles des journaux tchèques sont en addition très spéculatives et souvent présentent une information comme si elle était vraie et confirmée, pourtant elle ne l'est pas. En générale, les journaux sont possédés par des hommes politiques et ils veulent que la population

adopte les mêmes idées qu'eux, donc ils payent des journaux pour publier des articles eurosceptiques et proposer aux tchèques l'idée que le Czexit est nécessaire.

Au contraire, les journaux français représentent un esprit critique bien sain. Les articles sont plus longs que ceux dans des journaux tchèques, ils contiennent aussi plusieurs sous-parties qui proposent au lecteur différents points de vue sur la problématique exposée et la mettent en contexte. Peut-être grâce à la taille des journaux étudiés, il me semble aussi que les articles sont beaucoup moins France-centrés et proposent plus d'informations sur l'international. De plus, ils sont, dans la grande majorité, écrits dans un ton objective en proposant des arguments et exemples ; s'ils proposent des spéculations, elles-aussi sont basées sur des arguments informés.

Pour la Turquie, il est impossible de vraiment comparer les journaux turcs avec les autres. Il y a plusieurs raisons : premièrement, j'ai pu étudier seulement la presse internationale et non pas la presse écrite pour des locaux et deuxièmement, la censure rend impossible de vraiment distinguer l'information qui devrait être publié de la propagande par le gouvernement turc. Tous les articles montrent la Turquie dans une lumière pas loin de sainte, comme une nation qui oppose l'Union européenne avec ses idéologies et législations inhumaines. Pourtant, elle est toujours prête à l'adhésion pour survenir en tant que pont entre le Proche-Orient, voire l'Asie et l'Afrique entières, et sauver l'Union européenne.

#### **4.3.2 Critère d'appartenance politique**

Pour commencer, je dois dire que cette partie de l'analyse peut sembler un peu moins basée sur les arguments parlants puisque je ne compare à chaque fois que deux sources. Cependant, j'ai décidé d'inclure cette manière d'analyser dans mon travail parce que je pense qu'avec une étude future plus profonde sur ce sujet, les résultats peuvent être confirmés ou rejetés avec plus de conviction et preuves. Je ne prétends pas que cette partie est représentative et peut être appliquée pour chaque problématique et thème. Enfin, la gauche et la droite ont des priorités différentes et cette analyse est faite avec la migration comme le sujet.

J'ai remarqué que articles dans les journaux de la gauche semblent d'être plus longs en ce qui concerne le nombre de mots et aussi plus analysant car ils sont divisés en petites rubriques traitant chacune un aspect différent de la problématique ce qui est plus rare dans des journaux politiquement plus vers la droite. Ils sont aussi plus descriptifs et ne

proposent au lecteur un avis tout fait sur le sujet, de ce fait, ils ne l'influencent pas autant que les journaux de la droite.

Une deuxième remarque est sur le nombre des articles en générale : les journaux de la droite publient plus d'article. Cela peut très bien être lié à leur longueur ou encore au fait que la droite essaie d'influencer et de manipuler le lecteur, et la répétition est la meilleure enseignante. Cette hypothèse ne peut malheureusement être observée dans la liste des sources que j'ai préparée, car je n'ai pas inclus des articles pour les abonnés dans le journal Le Figaro qui pourraient hausser le nombre d'articles presque d'un tiers.

Pour les journaux à grandes masses, ils ne sont pas en générale directement politiquement influencés. Ils publient ce que les lecteurs d'un pays veulent lire et donc, selon moi, ils sont influencés par la politique au moins indirectement. Par exemple, si les habitants d'un pays reprennent plutôt des idéologies de la droite, les journaux à grandes masses commenceront à reprendre cette idéologie, suite à cela, ils commenceront eux-aussi à publier en accord avec l'idéologie de la droite pour obtenir le plus grand nombre de lecteurs possible.



## 5 DISCUSSION

Dans un premier temps, j'ai constaté que ma première hypothèse n'était pas prouvée – j'ai pensé de découvrir que le sujet des relations entre l'Union européenne et la Turquie est un sujet majeur, or les articles sur la Déclaration ou le sommet de Varna étaient dans un nombre assez modeste. J'ai donc changé un peu la cible de l'étude et j'ai décidé de chercher tous les articles qui ont parlé de la migration ou de la guerre en Syrie et les présenter dans le contexte des événements de la période étudiée. Je n'ai pas découvert pourquoi le sujet était autant négligé dans des médias étudiés. J'imagine que l'Union européenne n'est pas vraiment fière de ce pacte car il est souvent critiqué dans des médias internationaux et par des organisations non-gouvernementales comme étant inhumain et contre la loi internationale sur la protection des réfugiés. J'imagine qu'ils peuvent y être nombreuses raisons. Le choix des sources pour l'étude pourrait ne pas être adéquat. Il se peut que des Etats membres et leurs gouvernements ne veulent pas en parler du fait que des mouvements extrémistes sont de plus en plus nombreux et ils ne veulent pas que les gens se rendent compte que la « crise migratoire » est déjà d'une grande partie maîtrisée. Cela n'est pas le cas de la Turquie, elle veut probablement montrer que, certes, elle s'est engagée de recevoir plus de migrants qu'elle puisse accueillir et la population locale commence à avoir des pensées anti-migratoires, mais il y aura plus d'avantages naissantes de la Déclaration. De plus, j'ai n'étudié que la presse internationale turque, les journaux nationaux peuvent présenter une histoire complètement différente.

Dans un deuxième temps, après avoir recherché et analysé des articles dans les journaux de trois pays, j'ai remarqué plusieurs différences et points communs. Des différences ont été démontrées dans la partie précédente. Un des points communs les plus marquants sont des problématiques traitées :

- La situation en Syrie qui s'aggrave du jour à l'autre, y compris les actualités sur les aides humanitaires, des interventions militaires et coalition notamment entre l'Union européenne, la Turquie, la Russie et les Etats-Unis y compris le gouvernement Syrien et les Kurdes – la seule idéologie qui est commune à tous ces parties est de combattre l'organisation terroriste de l'Etat islamique ;
- Les sentiments anti-migratoires naissant et fleurissant dans les pays de membres de l'Union européenne à cause le nombre augmentant de migrants qui arrivent

sur les côtes de l'Europe, ces sentiments sont souvent utilisés dans des élections récentes – si souvent que je peux constater que le parti sans programme d'élections anti-migratoire ne peut pas obtenir des votes – donnant la naissance aux gouvernements extrémistes à travers l'Europe ;

- Des conditions de vie des migrants : des migrants potentiels dans leurs pays d'origine, des migrants pendant leur voyage pour gagner les côtes européens en traversant d'autres pays et des migrants dans des pays membres ; des conditions dans des camps sont sévèrement dénoncés (sauf dans certains articles qui font plutôt éloge aux camps) ;
- Les articles que j'ai catégorisés comme parlant de la Déclaration traite plutôt la problématique du sommet de Varna et des conditions d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, ils mentionnent quelques fois que l'Union européenne accorde plus de financements pour les réfugiés en Turquie ou les engagements de la Turquie d'arrêter des flux migratoires et les retours des migrants irréguliers vers la Turquie.

D'après moi, il est triste que le thème d'actualité très critiqué de la migration dans ces journaux n'explique presque jamais les causes de la migration (ils parlent pas mal des conflits dans les pays du Proche-Orient, mais ne lie pas cette situation assez clairement aux causes et conséquences) et montrent si peu la nécessité humanitaire d'accueillir des migrants comme le font par exemple des organisations non-gouvernementales. Les articles montrent plus le côté négatif ; tel que les risques sécuritaires, les problèmes d'adaptation et d'intégration des migrants voire l'impossibilité d'un tel procès, l'Europe menacée par la culture et la religion islamique et une Union européenne en crise supposément à cause de la migration (personnellement je pense que les problèmes dans les systèmes de décisions datent d'il y a longtemps et la gestion, ou peut-être la non-gestion, de la migration les a seulement laissés émerger pour l'œil nu).

De plus, au moins dans ma recherche entre les dates bien précises, le thème de la migration, et encore plus celui de la Déclaration et du sommet, étaient souvent cachés et rendus invisibles par d'autres nouveautés, souvent plus ou moins marginales pour un lecteur européen telles que mais non seulement (classés par la fréquence d'apparition estimée approximativement) :

- L'attaque chimique en Syrie et ses conséquences (un thème que j'ai inclus dans mon étude) ;

- Les scandales d'amour autour du président américain ;
- Le sommet entre la Corée du Nord et la Corée du Sud ;
- L'assassinat d'un ex-espion russe et ses conséquences diplomatiques ;
- Le Brexit ;
- Le scandale autour de « fake news » ;
- Les nouvelles politiques de la sécurité des données personnelles ;
- Les fusillades et démonstration dans des écoles aux Etats-Unis.

Je me demande, et le lecteur de ce travail probablement aussi, si le sujet de la migration est si peu important pour être presque omit dans les journaux quotidiens ou s'il est tout simplement considéré politiquement indésirable ou tabou dans certaines sociétés et cultures. Je suis persuadé que la couverture du sujet et son objectivité ne sont pas suffisants pour le lecteur de ce faire sa propre opinion sur la migration et les migrants, donc il devient de plus en plus xénophobe et critique contre la migration, car ce qu'on craint ce qu'on ne connaît pas bien.

## **6 RECOMMANDIATIONS**

Dans cette partie, je proposerai d'abord des recommandations pour un lecteur qui veut se tenir au courant de la situation concernant la présente vague migratoire sans se faire influencer et sans voir seulement une partie de la mosaïque. Dans un deuxième temps, je suggérerai de possibles études à venir sur des questions que je ne pourrais malheureusement pas traiter dans ce thèse.

### **6.1 Suggestions pour les lecteurs**

Je trouve que le grand public se voit gravement influencé par des médias, cela est inquiétant mais normale. Comment autrement les gens, comme des tchèques par exemple, qui n'ont jamais vu un réfugié de leurs propres yeux, pourraient dire que les réfugiés sont la peste et abîme de l'Europe ? Ce qui est encore plus inquiétant est comment les médias essaient de manipuler se public, comment ils censurent ce qu'ils choisissent de montrer et ce qu'ils choisissent de cacher.

Pour qu'un lecteur puisse se tenir au courant sur la problématique de la migration, il devrait consulter plusieurs sources – préférablement sources venant de plusieurs pays avec des mouvements politiques variés, de même qu'un mélange des sources pour le public local et pour le public international – y compris des sources venantes des organisations non-gouvernementales et internationales, et ignorer des avis tout faits, chacun est responsable pour sa propre opinion.

### **6.2 Etudes suggérées**

A l'venir, d'autre études, possiblement en incluant une analyse des images accompagnant les articles, de ce sujet doivent survenir, notamment une étude comparative entre plusieurs pays que seulement ceux que j'ai choisi pour mon travail ou entre des organisations non-gouvernementales. Une autre possibilité serait de comparer les périodes de négociation de la Déclaration et celle du sommet de Varna pour voir si la couverture par les médias était plus importante dans une de ces périodes. Encore une proposition serait de vérifier des résultats de l'analyse à l'aide des critères d'appartenance politique avec un corpus plus étendu.

Une étude je voudrais bien faire mais je ne pourrais pas à cause de mes connaissances linguistiques inadéquates est la comparaison de points de vue et de la couverture de ce sujet à la fois dans la presse officielle et non-officielle de l'Union européenne et la presse officielle et non-officielle de la Turquie. Il serait intéressant de potentiellement inclure point de vue des organisations non-gouvernementales, des pays concernés – c'est-à-dire le Proche- et Moyen-Orient –, de l'Amérique ou de la Russie.

## 7 CONCLUSIONS

Pour conclure ce travail, je pense que l'Union européenne et des Etats membres ont fait de leur mieux pour gérer la situation de la présente vague migratoire au moment où il le fallait, avec des actions qu'ils pourraient implémenter vite et sans grands problèmes. Pourtant, je ne suis pas d'accord avec la manière dont ils l'ont fait, personnellement je condamne la directive pour les compagnies aériennes et d'autres transporteurs et aussi les pensées non humanitaires de certains pays membres. Je ne prétends pas que l'accueil et l'intégration des migrants est une décision simple, or la migration gérée est la clé de voûte des droits l'Union européenne.

Après avoir réfléchi, je suis arrivée à la conclusion que la migration, soit à cause des conflits soit la migration climatique, est principalement causée par la cupidité et le non-respect de l'environnement – naturel, culturel ou politique – par des pays développés. Et c'est notre devoir de réparer ce que nous avons changé et détruits. Il nous faut un peu plus de respect pour l'autrui et un peu plus de charité. L'aide humanitaire dans des pays en transition et des pays émergents est une bonne chose, pourtant imposer des valeurs et démocratie européens à tout le monde n'est pas une solution tout de même.

L'Union européenne a pu prévoir la situation et même devancer la crise entière. Je suis d'accord avec certaines critiques de l'Union européenne, notamment l'habitude d'attendre jusqu'au dernier moment avant d'agir. Cela ne doit pas nécessairement être mauvais pour un individu ou un pays qui décide pour lui-même, mais quand il faut décider à plusieurs, il faut prévoir plus de temps pour prendre une décision – exactement ce que l'Union européenne n'arrive pas à faire. Le système de décision doit changer, et vite.

Comme pour la non-objectivité des médias exposé dans mon étude, l'Union européenne aussi essaie de cacher certaines informations, ou au moins de les rendre moins importantes pour l'interoculaires. En écrivant ce travail, j'ai consulté à plusieurs reprises des rubriques variées sur la page web de l'Union européenne. Les informations qui sont présentées aux ce qui les consultent ne sont pas détaillées. De plus elles sont présentées de telle manière que l'Union européenne soit vu sous une lumière positive, même dans des cas où elle a commis des erreurs éthiques ou quasi-violation du droit international relative à la protection des réfugiés.

A présent, l'Union européenne célèbre le succès de la Déclaration, si discutable que celui l'est, et pense à négocier un accord similaire avec la Lybie, le plus grand pays de passage des migrants d'Afrique. Des raisons qu'elle présente pour vouloir signer un tel accord est notamment la protection des vies des migrants sur la mer. Si la Lybie, de même que la Turquie le fait depuis les deux dernières années, arrête des flux migratoires, l'Union européenne pourra se dire que la « crise migratoire » c'est enfin fini. Je vois un paradoxe très marquant dans cette idéologie : oui, la « crise migratoire » serait finie pour l'Europe, mais les flux migratoires existeraient toujours ; et la Lybie n'est pas considérée un pays sûr pour accueillir des migrants. Peut-être elle le sera bientôt, il suffit juste un seul mot de la part de l'Union européenne dans un accord international, peu importe que les migrants y sont traités comme des esclaves.

## 8 RESUME

The theme of migration is a hot topic nowadays; we are now living “the refugee crisis”. There is a whole polemist discussion around this subject that varies depending on country, sector, economy or political ideology of the states’ leaders. People are asked to have their own opinion but they are drowned by different arguments and insufficient knowledge of the issue.

In this study, firstly, I briefly explained the pro- and contra migration arguments from the point of view of different disciplines to show that migration is not only black or white, it has all shades of grey in between and there are a lot of ethical questions to consider too. I also mentioned the crisis of the European Union as critiqued by some of the Eurosceptics. Then I explained the European Agenda on Migration programme and the EU-Turkey Statement, its function and engagements of both sides derived from it.

In the empirical part of this study, I carried out an analysis of online media. I chose online newspapers from the Czech Republic, France and Turkey, one newspaper was more to the right, one more to the left and one tabloid. I was searching for articles about migration, refugees, the Statement and the Varna summit in the period of approximately 2 months around the date of the summit, that is from 1<sup>st</sup> March to 23<sup>rd</sup> April.

I first took one newspaper after another and described how many articles were found in the studied period, how much space was conserved for the studied subject and which exact themes were the most common. In the analysis I discovered that there are some differences between newspapers of the right and those of the left, even though representability of such a statement can be doubted because of too few sources analysed. I was surprised that articles on the subject of the Statement and the Varna summit were mostly inexistent, I found only 2-3 articles per source (with exception of Turkish newspapers).

In the end I advised how readers can find accurate information on the subject without feeling pressured by ideologies or propaganda. I also suggested more future studies like the one I did and similar ones.

**Keywords:** migration, Syrian refugee crisis, European Agenda on Migration, EU-Turkey Statement, EU Facility for Refugees in Turkey, analysis of online media



## 9 BIBLIOGRAPHIE

- Arribas, G. F. (2016, 10 17). The EU-Turkey Agreement: A Controversial Attempt at Patching up a Major Problem. Consulté le 07 18, 2018, sur [https://www.upo.es/export/portal/com/bin/portal/upo/profesores/gferarr/profesor/1476901346675\\_ep\\_ef\\_2016\\_h\\_040\\_gloria\\_fernandez\\_arribas.pdf](https://www.upo.es/export/portal/com/bin/portal/upo/profesores/gferarr/profesor/1476901346675_ep_ef_2016_h_040_gloria_fernandez_arribas.pdf)
- Břicháček, T. (2016). *Unie ve víru migrační krize*. Praha: Institut Václava Klause.
- Buchanan, P. (2012). *Smrt Západu. Jak vymírání obyvatel a invaze přistěhovalců ohrožuje naši zemi a civilizaci*. Praha: Citadella.
- Collier, P. (2017). *Exodus. Jak migrace mění náš svět*. Praha: Libri.
- Commission européenne. (2015, 05 13). European Agenda on Migration. Consulté le 02 15, 2018, sur [https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/policies/european-agenda-migration/background-information/docs/communication\\_on\\_the\\_european\\_agenda\\_on\\_migration\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/policies/european-agenda-migration/background-information/docs/communication_on_the_european_agenda_on_migration_en.pdf)
- Commission européenne. (2016, 1 12). *European Neighbourhood Policy And Enlargement Negotiations*. Consulté le 3 31, 2018, sur [https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/news\\_corner/migration\\_en](https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/news_corner/migration_en)
- Commission européenne. (2017, 10 17). *Un million de réfugiés en Turquie bénéficient du filet de sécurité sociale d'urgence de l'UE*. Consulté le 07 29, 2018, sur Press Release Database: [http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-17-3902\\_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-3902_fr.htm)
- Commission européenne. (2018, 03 06). Consulté le 03 06, 2018, sur Migration and Home Affairs (ISF): <https://ec.europa.eu/home-affairs/financing/fundings/security-and-safeguarding-liberties/>
- Commission européenne. (2018, 03 06). Consulté le 03 06, 2018, sur Migration and Home Affairs (AMIF): <https://ec.europa.eu/home-affairs/financing/fundings/migration-asylum-borders/asylum-migration-integration-fund>
- Commission européenne. (2018, 1 12). EU Facility for Refugees in Turkey: projects committed/decided, contracted, disbursed. Consulté le 3 31, 2018, sur [https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/facility\\_table.pdf](https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/facility_table.pdf)
- Conseil. (2001, 6 28). Directive 2001/51/CE. Consulté le 4 8, 2018, sur <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32001L0051&from=EN>

- Conseil de l'Union européenne. (2015, 11 29). Meeting of heads of state or government with Turkey - EU-Turkey statement, 29/11/2015. Consulté le 07 17, 2018, sur <http://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2015/11/29/eu-turkey-meeting-statement/pdf>
- Conseil Européen. (2015, 10 16). Conclusions – 15 October 2015. Bruxelles. Consulté le 07 17, 2018, sur <http://www.consilium.europa.eu/media/21693/euco-conclusions-15102015.pdf>
- Conseil européen. (2016, 03 18). Déclaration UE-Turquie. Consulté le 03 13, 2018, sur <https://educpopdeboutdotorg.files.wordpress.com/2016/05/decc81claration-ue-turquie-18c2a0marsc2a02016-consilium.pdf>
- Conseil européen. (2017, 10 24). *Réunion du 17-18/03/2016*. Consulté le 03 13, 2018, sur <http://www.consilium.europa.eu/fr/meetings/european-council/2016/03/17-18/>
- Conseil européen. (2018, 05 02). *EU-Turkey leaders' meeting in Varna*. Consulté le 07 17, 2018, sur <http://www.consilium.europa.eu/en/meetings/international-summit/2018/03/26/>
- Conseil européen. (2018, 05 02). *Valletta Summit on migration, 11-12/11/2015*. Consulté le 07 17, 2018, sur <http://www.consilium.europa.eu/en/meetings/international-summit/2015/11/11-12/>
- Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés. (1951, 07 25). Genève. Consulté le 02 06, 2018, sur <http://www.unhcr.org/fr/4b14f4a62.pdf>
- Crisp, J. (2016, 03 21). Protection and pragmatism: the EU-Turkey refugee deal in historical perspective . Consulté le 07 18, 2018, sur <https://www.opendemocracy.net/openglobalrights/jeff-crisp/protection-and-pragmatism-eu-turkey-refugee-deal-in-historical-perspecti>
- Déclaration universelle des droits de l'homme. (1948, 12 10). Paris. Consulté le 02 11, 2018, sur [http://www.ohchr.org/EN/UDHR/Documents/UDHR\\_Translations/frn.pdf](http://www.ohchr.org/EN/UDHR/Documents/UDHR_Translations/frn.pdf)
- Deyl, D. (2016). *Bezmoc mocných. Masová migrace: Záchrana, nebo zkáza Evropy?* (pp. 209-214). Praha: Institut Václava Klause.
- Direction pour les affaires de l'UE. (2016, 06 06). *Turkey-EU Relations*. Consulté le 07 18, 2018, sur [History of Turkey-EU Relations: https://www.ab.gov.tr/111\\_en.html](https://www.ab.gov.tr/111_en.html)

- Euronews. (2016, 03 24). All you need to know about the EU-Turkey refugee deal. Consulté le 07 18, 2018, sur <http://www.euronews.com/2016/03/24/eu-turkey-refugee-deal-what-s-next>
- Europol. (2018). Consulté le 02 15, 2018, sur europa.eu: [https://europa.eu/european-union/about-eu/agencies/europol\\_fr](https://europa.eu/european-union/about-eu/agencies/europol_fr)
- Eurostat. (2018, 02 10). Récupéré sur Population (démographie, migration, projections): <http://ec.europa.eu/eurostat/web/population-demography-migration-projections/overview>
- Frontex. (2018). Consulté le 02 15, 2018, sur europa.eu: [https://europa.eu/european-union/about-eu/agencies/frontex\\_fr](https://europa.eu/european-union/about-eu/agencies/frontex_fr)
- Human Rights Watch. (2016, 11 23). EU Policies Put Refugees At Risk. Consulté le 4 8, 2018, sur <https://www.hrw.org/news/2016/11/23/eu-policies-put-refugees-risk>
- İçduygu, A., & Millet, E. (2016, 08). Syrian Refugees in Turkey: Insecure Lives in an Environment of Pseudo-Integration. Istanbul. Consulté le 07 18, 2018, sur [http://www.iai.it/sites/default/files/gte\\_wp\\_13.pdf](http://www.iai.it/sites/default/files/gte_wp_13.pdf)
- internationalrelations.org. (2016, 03 18). EU-Turkey Refugee Deal. Consulté le 07 18, 2018, sur <http://internationalrelations.org/eu-turkey-refugee-deal/>
- Juncker, J. C. (2014). My five point-plan on immigration. Récupéré sur [http://juncker.epp.eu/sites/default/files/attachments/nodes/en\\_02\\_immigration.pdf](http://juncker.epp.eu/sites/default/files/attachments/nodes/en_02_immigration.pdf)
- Kahounová, A. (2013). Dublinský systém jako součást azylového práva EU. *Thèse de master*. Praha: Universitě Charles de Prague. Consulté le 02 11, 2018, sur <https://is.cuni.cz/webapps/zzp/detail/118623/>
- Keller, J. (2017). *Evropské rozpory ve světle migrace*. Prague: Sociologické nakladatelství (SLON).
- Kuras, B. (2015). *Jak zabít civilizaci*. Praha: Eminent.
- Lipovská, H. (2016). Kritika kvazi-ekonomických argumentů o ekonomické migraci. *Masová imigrace: Záchrana, nebo zkáza Evropy?* (pp. 55-68). Praha: Institut Václava Klause.
- Loužek, M. (2016). Zachrání Evropu imigrace? *Masová migrace: Záchrana, nebo zkáza Evropy?* (pp. 175-204). Praha: Institut Václava Klause.

- OIM. (2018, 02 06). Consulté le 02 06, 2018, sur Termes clés de la migration:  
<https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration>
- ONU. (2018, 02 06). Récupéré sur Refugee migrant definitions:  
<http://refugeesmigrants.un.org/fr/>
- Palát, M. (2013). *Ekonomické aspekty mezinárodní migrace: Teorie a praxe v Evropské Unii*. Ostrava: KEY Publishing.
- Palát, M. (2015). *Mezinárodní migrace a ekonomika v Evropské unii: vývoj, determinanty, politiky a trendy*. Ostrava: KEY Publishing s.r.o.
- Poon, J. (2016, 12 22). EU-Turkey Deal: Violation of, or Consistency with, International Law? Consulté le 07 18, 2018, sur  
[http://www.europeanpapers.eu/it/system/files/pdf\\_version/EP\\_EF\\_2016\\_I\\_054\\_Jenny\\_Poon\\_2.pdf](http://www.europeanpapers.eu/it/system/files/pdf_version/EP_EF_2016_I_054_Jenny_Poon_2.pdf)
- Rákoczyová, M., & Pořízková, H. (2009). Sociální integrace přistěhovalců - teoretická východiska výzkumu. Dans M. Rákoczyová, & R. Trbola (Éds.), *Sociální integrace přistěhovalců v České Republice* (pp. 23-34). Praha: Sociologické nakladatelství (SLON).
- Slaný, M. (2016). Specifika imigrační krize a ekonomie. *Masová imigrace: Záchrana, nebo zkáza Evropy?* (pp. 35-54). Praha: Institut Václava Klause.
- Šebesta, F. (2016). Evropská a masová migrace - nejen ekonomické souvislosti. *Masová migrace: Záchrana, nebo zkáza Evropy?* (pp. 69-79). Praha: Institut Václava Klause.

## 10 LISTE DES ABBREVIATIONS ET SIGLES

UE	Union européenne (EU, European Union)
ONU	Organisation des Nations Unies
OIM	Organisation internationale pour les migrations
PIB	Produit intérieur brut
HCR	Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR, United Nations High Commissioner for Refugees)
Frontex	Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes
BEAMA	Bureau européen d'appui en matière d'asile
ONG	Organisation non-gouvernementale

# 11 LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES

## Liste des tableaux

Tableau 1 : Catégorisation de projets sous la Facilité européenne pour les réfugiés en Turquie. Tableau de source repris du site internet de la Commission européenne et retravaillé .....	26
Tableau 2 : Comparaison des sources par nombre d'articles et pourcentage du texte sur la migration et la Déclaration.....	38
Tableau 3 : Fréquence d'apparition des articles par journal et par thème.....	39

## Liste des figures

Figure 1 : Fréquences d'apparition des articles en fonction de la date de publication et des thèmes choisis.....	41
--	----